

le monde

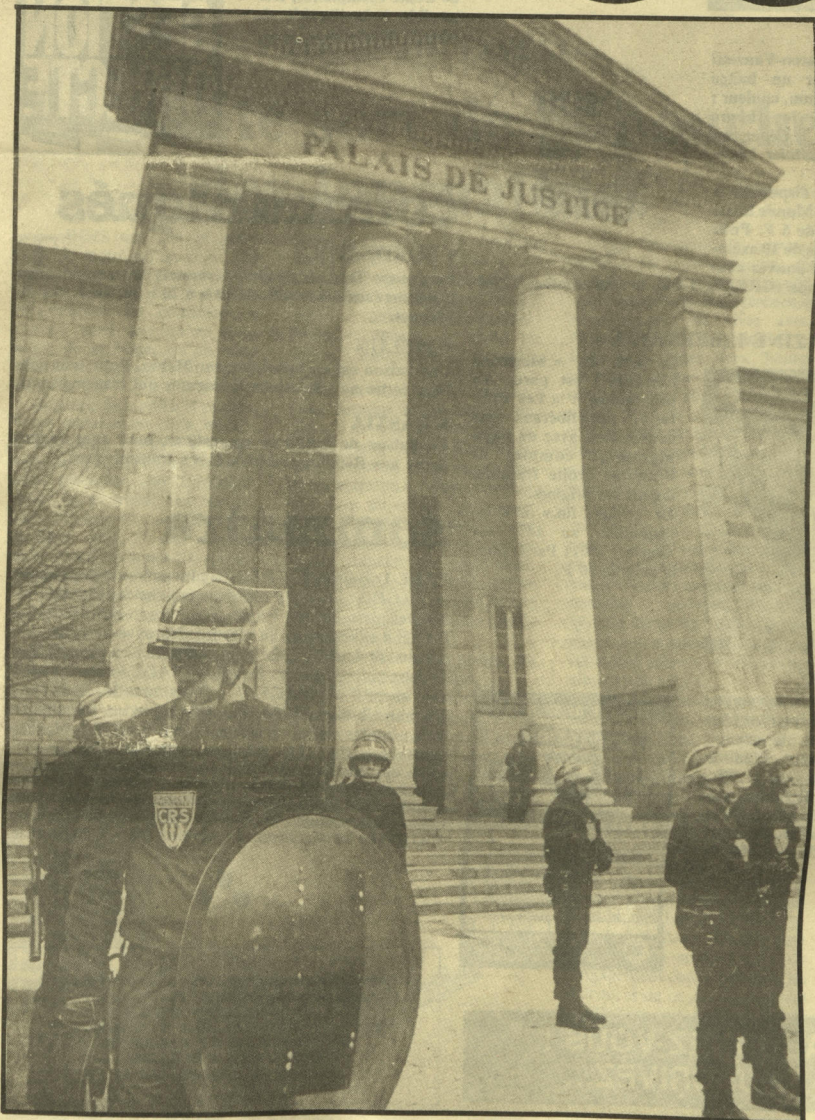
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 603 JEUDI 23 JANVIER 1986 8,00 F

LA JUSTICE A LA BOTTE DU POUVOIR



Editorial

FAUT-IL s'attacher à remarquer ce nouveau succès de la police belge dans sa chasse aux C.C.C. ou afficher une moue hypocrite pour ces sportifs prétentieux, morts en percutant une « dune » ? Luc Van Acker aurait été arrêté. Responsable artificiel (sic) des F.R.A.P. (Front révolutionnaire d'action prolétarienne), il devient objectivement le symbole de la réussite militaro-policière belge dans le rétablissement de l'ordre intérieur. Au prix de détentions arbitraires, d'un flicage accru et de comportements sécuritaires et paranoïaques. La mort de Thierry Sabine nous est complètement indifférente. L'acte de commerce que représente la course Paris-Dakar nous importe davantage. « No comment » donc, sur un homme qui ne nous inspire que mépris.

Ce goût de l'effort, cet attrait pour l'aventure au masculin, retour à des valeurs qui n'ont que faire d'une quelconque conscience sociale, se couchent servilement devant la respectabilité. Combien de pillages, de dépradations pour satisfaire cet envie de dépassement de soi sans scrupules ? Cette course pue le fric et la satisfaction imbécile.

« Libérer les initiatives individuelles dans la vie économique, sociale et culturelle ; redonner leur vraie place aux valeurs de responsabilité et d'effort. » Ce préambule de la plate-forme de l'opposition politique pour les prochaines législatives aurait pu convenir à Sabine. Les assassins de Goldman et Curiel se montrent de plus en plus arrogants.

Ce programme de gouvernement est modéré ! C'est ce qu'en disent les observateurs bien placés. Quid de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, de la flexibilité qui s'impose dans la gestion de l'entreprise, dans les formes de travail et sur le marché de l'emploi, de la modernisation du système de protection sociale (et qui dit modernisation...) ? C'est un programme de droite, mon bon monsieur, au nom du progrès social. Programme qui officialise la discrimination envers les immigrés, caressant ainsi l'électorat de Le Pen dans le sens du poil. Le futur gouvernement des ratonnades, des bavures et de l'affairisme se donne à voir dans cette plate-forme.

Le processus de la décolonisation rampante en Nouvelle-Calédonie peut se voir stopper car les tentatives de séparation des minorités « irresponsables » dans les D.O.M.-T.O.M. seront combattues énergiquement. Rien, absolument rien, n'échappe à la vigilance de ces fumiers. Tous les aspects de la vie sont émarginés. Le combat sociologique et culturel, gagné par la droite (et l'extrême droite), a permis ce conditionnement idéologique de l'électorat. Le gouvernement socialiste, aidé en cela par le parti communiste (souvenons-nous du « Achetons français »), a préparé le lit de ses fossoyeurs. Ce n'est pas là le moindre des paradoxes.

débats

• PARIS

La commission propagande des Relations intérieures organise un cycle de cours sur l'anarchisme. Ces cours s'adressent à toutes les personnes souhaitant préciser leur connaissance de la pensée anarchiste.

Chaque mardi, un thème sera abordé : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Prochain cours : « Les anarchistes et la révolution », par José Bolufer, mardi 28 janvier, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.

• GIF-SUR-YVETTE

Le groupe Emile-Pouget invite ses sympathisants au festival du film libertaire organisé par la Pensée libertaire à Gif-sur-Yvette le 26 janvier prochain (M.J.C. de Gif, 160, avenue du Général-Leclerc. Métro R.E.R. B, Courcelles-Yvette).

Au programme : à 14 h 30, « Dupont Lajoie » ; 17 h, « Le sel de la terre » ; 20 h, « Sacco et Vanzetti ». Chaque film sera suivi d'un débat. Entrée libre.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaire organisent une Quinzaine du cinéma libertaire, du 5 au 18 février, au cinéma Utopia à Toulon. Au programme : « La Cécilia », « L'Ombre rouge », « Viva la muerte », « La Cousine Angelica », etc.

Vendredi 7 février, 20 h 30, rencontre-débat : « De La Cécilia à Sollies-Pony (Var) : des colonies libertaires », avec René Gieure.

Vendredi 14 février, 20 h 30, projection du film « Ecoutez May Picqueray », suivi d'une rencontre-débat avec Bernard Baissat. (Buvette, table de presse...) Pour tout contact, tél. : 94.62.39.13.

• NORD/PAS-DE-CALAIS

Meetings libertaires : « Mars 1986 : quelle alternative au vote ? ».

A Dunkerque : vendredi 24 janvier, 20 h, à la M.J.C. de Dunkerque.

A Boulogne : samedi 8 février, 14 h 30, au Coliséum, rue Ernest-Hamy, Boulogne-sur-Mer.

A Lille : samedi 15 février, à la M.J.C. de Fives ; meeting, débats, expos, vidéos à partir de 14 h. Concert rock à 18 h.

• CHARLEVILLE

La liaison des Ardennes organise un débat, « Les anarchistes face à la crise », avec la participation de J. Toublet, le 24 janvier, à 20 h 30, à l'Hôtel-de-Ville de Charleville-Mézières.

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise, dans le cadre du cinquantième de la révolution espagnole, une série de cours-conférences dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses). Prochain rendez-vous le 24 janvier, à 18 h pour une animation audiovisuelle (vidéo, diapo, film, etc.) et buffet pour se restaurer en attendant les intervenants. A 20 h, le débat : « Les Collectivisations » aura lieu avec Roland Bosdeveix.

éditions

• AFFICHE

La Fédération anarchiste vient d'éditer une affiche à propos du Paris-Dakar. Cette affiche est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 0,60 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires (dimensions 42 x 56).



• AGENDA



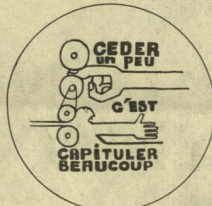
L'agenda 1986 du Monde libertaire est toujours disponible. Utile pour vous, lecteur du « Monde libertaire », c'est aussi un outil de propagande à travers les thèmes qu'il aborde. Il est indispensable à la vie personnelle et militante.

Commandez-le dès maintenant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (Tél. : 48.05.34.08). Dimension : 10 x 20. Prix de soutien : 70 F. Prix unitaire : 55 F. Prix au dessus de 5 exemplaires : 37 F l'unité (frais de port en plus). Chèque à l'ordre de Publico.

• BADGE

Le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer un badge (diamètre 38 mm, couleur : rouge) sur le thème d'actualité : « Céder un peu, c'est capituler beaucoup ».

Ce badge est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F. Pour diffusion (plus de 10 exemplaires), vous pouvez contacter le groupe (GRELE, 1 bis, avenue Emile, 77500 Chelles).



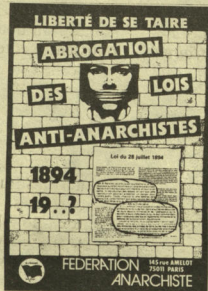
• « MAGAZINE LIBERTAIRE »



Le n°8 du « Magazine libertaire » est paru. Au programme : « Les droites », des libéraux aux extrémistes, avec un programme complet de l'extrême droite française depuis ses origines. Le « Mag. lib. » n°8 est disponible au 145, rue Amelot, 75011 Paris, pour le prix de 20 F.

• AFFICHE

Dans le cadre de la campagne pour l'abrogation des lois scélérates, le groupe Malatesta vient d'éditer une affiche (64 x 90). Prix : 1,20 F l'unité au-dessus de dix exemplaires et 10 F en poster. En vente à la librairie du Monde libertaire.



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République) Tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

éditions

• AFFICHE

La commission propagande des Relations intérieures de la F.A. vient d'éditer une affiche anti-électorale (42 x 56). Prix : 1,10 F l'unité au-dessus de trente exemplaires. Disponible à la librairie du Monde libertaire.



communiqués

• BORDEAUX

Le groupe Durruti tiendra désormais ses permanences hebdomadaires le mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet.

• MELUN

Une liaison est en formation sur Melun. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• BASTIA

La liaison de Bastia se reconstitue, pour tout contact écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Information des groupes — PAGE 3 : La vérité sort de la bouche des journalistes, Knobelspiess libéré, Procès du Forum des Halles — PAGE 4 : Nettoyage du métro : l'épreuve de force, Les mineurs de Ladrecht, En Bref — PAGE 5 : Lettre ouverte de deux autoréducteurs E.D.F. — PAGE 6 : Paris vaut-il une messe ? — PAGE 7 : Tiers monde et O.N.G. d'aujourd'hui — PAGE 8 : Allemagne : « République libre » contre mafia nucléaire, Reagan ; l'O.T.A.N. anti-terroriste — PAGE 9 : Belgique, États-Unis, Espagne : la grève des éboueurs de Getxo — PAGE 10 : Rencontre avec Léo Campion, Revue d'artistes — PAGE 11 : Programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Copinage, Présentation du Théâtre libertaire de Paris — PAGE 12 : Immigration : l'ignorance tue !, L'hypocrisie.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

ABONNEZ-VOUS ! SOUSCRIVEZ...

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Knobelspiess libéré

KNOBELSPIESS libéré... C'est la faute à Badinter ! Ainsi, ils ont osé. Après des années d'errance et de désespoir, Roger Knobelspiess est sorti libre au terme de son procès aux Assises de l'Essonne.

Ainsi la lutte aura payé. Les intellectuels frileux, ceux qui ont lâché Roger au moment de son arrestation et de son inculpation peuvent revenir à sa table... L'honneur est rendu. Il reste les autres bien sûr. Les supposés complices qui ont pris le maximum. Un peu comme si les jurés avaient donné une prime au charme et au talent. Ou une seconde chance, peut-être...

Quoiqu'il en soit, le dénouement satisfaisant de cette affaire masque en réalité le problème fondamental qui reste celui de l'enfermement. Pour un Knobelspiess libre, combien d'hommes sont-ils roués de coups aujourd'hui même, à l'instant même ou ce journal paraît. On brutalise, on humilie, on frappe...

L'univers carcéral, huis-clos entre les huis-clos, inimaginable pour les « gens honnêtes », se perpétue par le cycle infernal : désobéissance, répression, quar-

tier d'isolement aux couvertures tachées de sperme et de sang séchés. La prison n'est pas seulement un lieu où l'on travaille pour Kodak à mettre des pellicules dans des boîtes en carton pour quelques francs. Ce n'est qu'un aboutissement, une pénitence, un lieu punisseur contre ceux qui ont transgressé aux règles qu'en fait ils n'avaient pas choisis. Ils n'avaient pas choisi la misère, l'injustice sociale, comme il leur semblait que se retrouver un jour un numéro d'érou était un devenir hypothétique.

Je ne veux parler ici que de la petite délinquance, la plus visible, celle des auto-radios et des mobylettes volées... Celle qui ne verra jamais le jour, car une fois les portes de la prison ouvertes, c'est avec un peu de chance celles de l'usine qui s'ouvriront... ou alors la récidive. L'histoire de Roger Knobelspiess est typique à cet égard et caractéristique du processus. La lutte contre les Q.H.S., devenus quartiers d'isolement, ne doit pas cesser ; et celle contre la misère sociale non plus !

J.-P. GAULT



PROCÈS DU CORAL

La vérité sort de la bouche des journalistes

TROIS ans que je gueule pour qu'on nous fasse justice ; trois ans qu'on essaye en vain de m'empêcher de continuer le Coral ; trois ans qu'on nous lance de la boue, qu'on nous discrédite, qu'on veut nous détruire.

Aujourd'hui, enfin le procès. Nous sommes en plein milieu. L'accusation se limite à un climat qui veut faire croire à l'opinion publique, par l'intermédiaire de sa presse tant aimée, que le Coral est un « lieu merveilleux, mais trouble » et ce aux dires d'un super-flic qui est venu « spontanément interroger les enfants avec huit de ses collègues, revolvers aux poings ».

Deux enfants sont venus dire à la barre que j'avais essayé une fois (en tout et pour tout) de les embrasser sur la bouche...

Pour en arriver là, il aura fallu quarante-trois mois d'enquête et neuf tomes de papiers empilés sur quatre fauteuils de la 10^e chambre correctionnelle de Paris. Que faisons-nous à Paris amalgamés avec

deux pédophiles que nous ne connaissons ni d'Eve ni d'Adam ? Le procureur me répondra : « parce que Krieff vous a dénoncé ensemble ». Krieff : absent, en fuite en Israël. Salzmann : absent, malade.

Restent dans le box : Marie, trois copains et un ancien du Coral ; en face un procureur et trois juges qui sont à deux mille lieux de savoir ce qu'est un lieu de vie et qu'on a volontairement mis dans un climat. Qu'on ait sorti un des inculpés de l'hôpital psychiatrique et qu'il soit maintenant capable de vivre seul, tout le monde s'en fout ; qu'on ait sorti un autre inculpé de son isolement et de la drogue tout le monde s'en fout.

C'est le procès des pédés : on est donc tous des pédés.

Et le flic de service de tout résumer en une phrase : « J'ai eu le sentiment d'avoir affaire à des soixante-huitards qui, sous prétexte qu'il est interdit d'interdire, refusaient de voir la réalité. » Et pourquoi pas des attardés communards de 1871 ?

Non, monsieur le commissaire, nous ne sommes pas des irréalistes. Nous aimons la vie ; nous respectons la différence et nous tentons de vivre avec. Nous prenons des risques et nous en sommes fiers. Toutes les saloperies que vous nous lancez à la figure sont votre pierre réalité faite de grisaileries, de triste moralisme aigü, de répression et d'assouvissement au pouvoir. C'est tout et bien peu, mais nous le savons.

Quant à la justice, elle est ce qu'elle est ; elle nous condamnera si ça arrange le pouvoir, elle nous relâchera si ça ne le gêne pas. De toute façon, nous continuerons : nous et d'autres. Qu'elle sache que cela n'empêchera pas d'autres lieux de vie de naître ailleurs, d'autres possibilités de surgir.

Nous sommes comme des rhizomes : un bout est détruit, dix poussent à côté. Et cela c'est la vie ; celle qui nous anime, celle que nous aimons. La lutte est plus que jamais nécessaire pour que des espaces comme le Coral puissent continuer. Des espaces où la répression, l'enfermement, l'institution, le pouvoir sont relayés par le partage, l'autogestion, la vie communautaire, la créativité, la poésie.

Et nous avons besoin non seulement du soutien mais de l'engagement concret de tous les libertaires de ce pays qui savent que l'alternative telle qu'elle est vécue quotidiennement dans les lieux de vie est un pas important vers un monde que nous désirons.

CLAUDE SIGALA

FORUM DES HALLES

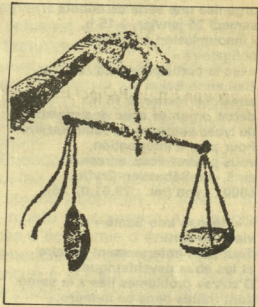
Renvoi sous menace d'acquiescement

C'EST lundi 13 janvier, à 13 h, que devait commencer aux Assises de Paris le procès dit du Forum des Halles (voir M.L. de la semaine dernière). Il est donc 13 h, le cirque va commencer, le « bouc émissaire » est dans le box... T.V. et photographes de presse sont en pleine action. C'est la première surprise : l'accusé ne ressemble pas à la photo que leur avait fourni la police, il n'a rien de la brute de 120 Kg que leur promettait l'accusation. Premier dérapage : le monstre annoncé n'est pas au rendez-vous.

A 13 h 10, tout le monde debout, faites silence, gendarmes garde-à-vous !, la cour prend place. Après avoir vérifié qu'il s'agit bien de l'accusé Géroville, c'est le tirage au sort des jurés, puis vient l'appel des témoins de l'accusation, ces auxiliaires de la police pour la fabrication de ce dossier.

Patrice Scasso qui a tout expliqué dans le secret des locaux policiers : absent ! Son frère Noël qui a confirmé ses déclarations avec quelques curieuses variantes : absent ! Valensi, le directeur du groupe de mercenaires entraînés par Scasso, que la défense attend pour le questionner sur ses déclarations contradictoires et ses flagrants mensonges : absent ! Les vigiles qui ont vu du sang malgré les analyses contraires et une flaque d'eau là où il n'y en avait pas : absent ! Ils étaient ainsi quinze témoins convoqués par le procureur et tous absents.

C'est avec le plus grand calme que l'avocat général accepte cette désinvolture face à ses convocations qui sont pourtant des ordres auxquels on ne peut se soustraire. Le procureur a les moyens de les envoyer chercher par la force, c'est ce qu'il fait d'ordinaire ; pourtant à ce procès, il demande le renvoi, il se dégonfle, il refuse le procès... Pourquoi ?



En vérité la défense avait fait savoir qu'elle attendait les témoins de l'accusation pour les confondre et pour démontrer ce dossier basé sur des mensonges, de grossières erreurs et des contradictions flagrantes. C'est ce qui explique ce retrait du procureur qui a compris que l'accusation, déjà fragile, allait être malmenée. C'était l'acquiescement probable, ce qui voulait dire : « policiers truqueurs, instruction bâclée, accusation non fondée ». C'est-à-dire également mauvaises notes aux dossiers de tous ces gens-là, d'où risque de retardement dans l'avancement de leurs carrières de policiers ou de magistrats.

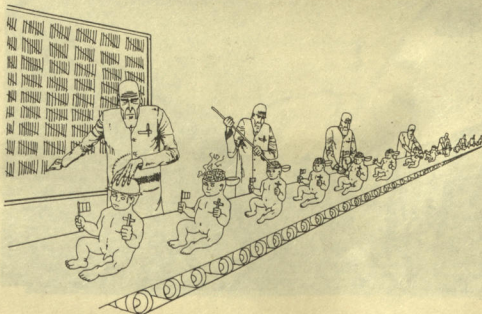
Pour nous, ce « dégonflage spectaculaire et historique » de ceux qui ont fabriqué ce dossier vaut un acquiescement, mais pour nous seulement, car pour Gil Géroville rien n'est réglé et il reste toujours dans la terrible incertitude et l'angoisse des fabricqués coupables. La date de renvoi du procès n'a pas été fixée et la défense n'a pas de procédure à sa disposition pour exiger un passage rapide devant une nouvelle cour d'assises.

Il n'y a que le combat qui va continuer, il n'y a que la dénonciation de ces mécanismes d'erreurs judiciaires qui sont réunis dans ce qui n'est qu'un « palais de police ». C'est eux qui font ce procès, c'est eux qui ont cité les témoins à charge, s'ils ne veulent pas que leurs trucages soient étalés publiquement qu'ils se débrouillent pour

décider un non-lieu, mais qu'ils soient persuadés que nous ne les lâcherons pas tant qu'ils n'auront pas mis fin au calvaire du « bouc émissaire » Gil Géroville.

J. LAPEYRIE
(« Palais de police » *)

* Tous les vendredis, de 15 h 30 à 17 h, sur Radio-Libertaire.



en bref...en bref...

• La librairie l'Anarc-en-ciel annonce son ouverture. Vous y trouverez des ouvrages du courant anti-autoritaire, sur les luttes, des B.D., des romans et des livres pour enfants. Librairie l'Anarc-en-ciel, 7, rue A.-Bernard, 31000 Toulouse. Ouverture : de 10 h à 20 h, sauf le lundi, et le dimanche de 10 h à 13 h.

• L'association La Gryffe organise une série de débats : samedi 25 janvier, à 15 h, « Insoumission à l'école obligatoire » avec la participation de l'auteur, Catherine Baker ; samedi 8 février, à 15 h, débat organisé avec des membres du lycée autogéré de Saint-Nazaire. Pour plus d'information, vous pouvez vous adresser au 5, rue Sébastien-Gryffe, 69007 Lyon (tél. : 78.61.02.25).

• « Réseau Info Santé » n°8 vient de sortir. Tout sur l'enfermement asilaire et les abus psychiatriques. D'autres problèmes liés à la santé sont traités dans ce numéro. Pour plus d'info : « R.I.S », B.P. 43, 33322 Bègles cedex.

• Une erreur s'est glissée dans l'adresse du comité de soutien à Gilles Récoché qui est insoumis. L'adresse exacte est : La Ferme Thomer, Les Hyeres, Saint-Nizier-de-Moucherotte, 38250 Villard-de-Lans (tél. : 76.53.42.38).

• Un nouveau répondeur enregistreur téléphonique et antimilitariste vient d'être installé. Il fonctionne 24 h sur 24, au numéro suivant : 16.1.43.03.62.03.

• Le procès du Coral vient de se terminer. Le jugement est mis en délibéré et sera rendu le 6 mars. Rendez-vous donc le 6 mars 1986, 10^e chambre correctionnelle de Paris, au Palais de justice.

NETTOYAGE DU MÉTRO

L'épreuve de force est engagée

LA situation semble se durcir chez les nettoyeurs de la R.A.T.P. qui se trouvent actuellement confrontés à un plan de restructurations et d'industrialisation remettant en cause la garantie de l'emploi (environ 630 postes de travail seront amenés à être supprimés), de leurs salaires, ainsi que des conditions de travail.

Rappelons que le plan industriel adopté par le conseil d'administration de la R.A.T.P. dès octobre 1985 consiste à remplacer progressivement sur dix ans la main d'œuvre affectée au nettoyage par des machines automatiques,

la phase finale prévue pour 1992 consistant à mettre en circulation des robots entièrement automatisés fonctionnant grâce à un logiciel et commandés par une unité centrale (1).

La mise en place du plan

Depuis le 1^{er} janvier 1986, les quelques 1 400 nettoyeurs de la R.A.T.P., auparavant employés par seize sociétés sous-traitantes, ont été repris par une seule et unique société, la Comatec. Celle-ci a immédiatement fait connaître son intention de remettre en cause les

affectations des travailleurs, leurs horaires, leurs conditions de travail, sans toutefois offrir de garanties en matière de maintien des salaires.

Quant au processus de robotisation, la première phase du plan (1986-1988) est d'ores et déjà en route puisque certaines lignes de la R.A.T.P. sont équipées depuis le 1^{er} janvier d'autolaveuses assurant le nettoyage des surfaces.

Face à cette nouvelle situation, les nettoyeurs du métro, réunis en assemblée générale le 28 décembre à l'initiative de la C.F.D.T., avaient affirmé leur détermination à n'accepter aucune modification de leurs conditions de travail tant que celles-ci n'aient fait l'objet de véritables négociations.

plus d'un engagement unique-verbal.

Le 16 janvier, la Comatec faisait connaître son intention de mettre en place ces nouvelles mesures immédiatement en invitant les équipes travaillant habituellement le dimanche à ne se présenter à leur poste de travail que le lundi 20 janvier 1986 à 14 h 30, date à laquelle les nouvelles affectations de postes seraient proposées.

L'assemblée générale des nettoyeurs, quant à elle, en a décidé tout autrement puisqu'un vote à l'unanimité décidait que les équipes se rendraient à leur poste de travail comme d'habitude le dimanche 19 et le lundi 20 dès 8 h, avec l'engagement à une grève immédiate dans le cas où un seul poste de travail serait déplacé (3).

A l'issue de l'assemblée générale, la motion suivante, votée également à l'unanimité des travailleurs, était portée par une délégation de nettoyeurs au P.C. de la Comatec :

« Les nettoyeurs de la R.A.T.P., réunis en assemblée générale, ce jour 18 janvier 1986, à l'initiative de la C.F.D.T., ont décidé :

• il n'y aura pas de changement dans l'organisation du travail, ni des horaires de travail ni des lieux de travail avant que les négociations soient terminées avec la C.F.D.T., et les résultats acquis, écrits sur un protocole d'accord ;

• refusent toutes diminutions de salaires présentes et à venir, l'intégration des primes ne pouvant se traduire que par une non-augmentation du salaire de base ;

• en conséquence, les travailleurs, forts de leur unité, respecteront à compter du 19 janvier 1986 les roulements et les horaires habituels.

« Dans le cas où la Comatec toucherait à un seul des nettoyeurs, elle prendrait la responsabilité d'un arrêt total du chantier métro, immédiatement. »

A suivre, donc...

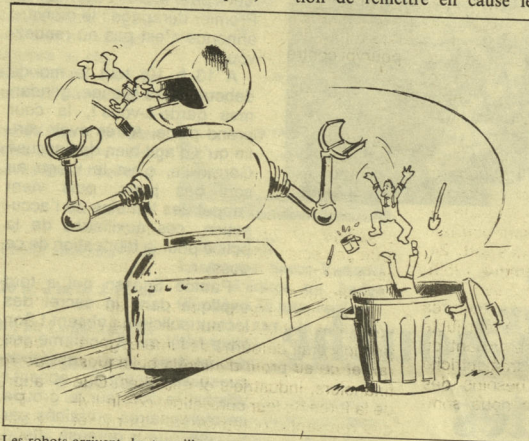
L.F.

(« Chronique syndicale »)

(1) Voir « Monde libertaire » n°600 du 21 janvier 1986.

(2) Mesure concernant la majorité des nettoyeurs.

(3) La C.G.T., quant à elle, avait convoqué également une assemblée générale, le même jour et à la même heure... mais dans une autre salle, au cours de laquelle elle proposait à la cinquantaine de travailleurs présents de ne pas se rendre à leurs postes de travail le dimanche matin (1).



Les robots arrivent, les travailleurs partent...

MODERNITÉ ET CAPITALISME

Les mineurs de Ladrecht

« J'aurais ne révoquait pas les mineurs, il les défendait, ne cassait pas la Verrerie ouvrière d'Albi mais l'aidait à se créer et à vivre. » Qui a proféré ces attaques à peine voilées contre le Parti socialiste ? Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., à Alès, pendant un meeting de protestation contre la révocation de trois responsables C.G.T. des mines de Ladrecht à Saint-Martin-de-Valgauche (Gard). D'abord deux jeunes délégués (embauchés en 1981), Patrick Bauducco et Zaid Smail, puis Francis Effernet (membre du conseil national de la C.G.T., secrétaire régional des mineurs C.G.T.), secrétaire du comité d'entreprise des Houillères des Cévennes et « leader historique des mineurs cévenols » (1). Le statut des mineurs prévoyant que le directeur régional de l'industrie et de la recherche fasse office d'inspecteur du travail, c'est en fait le gouvernement qui vient d'autoriser la direction des Houillères à révoquer les trois militants.

La raison non avouée est bien sûr une attaque des pouvoirs publics contre l'« inflexi-

ble » C.G.T. et le prétexte une agression « controversée » contre un ingénieur des Houillères en octobre dernier. Ce qui, dans le communiqué du directeur régional de l'industrie, destiné à justifier cette révocation (la première depuis 1952), est clairement traduit par « les trois dirigeants syndicaux n'ont pas joué dans le conflit le rôle pondérateur que sous-entend leur responsabilité syndicale ».

Le conflit c'était celui du dernier automne où les mineurs des Cévennes (Ladrecht, Oules, Grand-Combe) s'opposaient aux Houillères qui voulaient fermer les puits de Ladrecht.

Suite à la révocation, grèves et meetings se sont succédés et la polémique politico-syndicale a battu son plein. La lutte des mineurs des Cévennes serait un combat d'arrière-garde et les soutenir se résu-merait à vouloir renforcer le parti communiste dans la région... Singulier raisonnement où la modernité l'emporte sur la lutte des classes. Cette dernière notion étant archaïque tout comme le charbon, place au tout nucléaire et à la collaboration de classes !

La France importe du charbon de l'Afrique du Sud malgré les discours de Laurent Fabius. Alors que sept millions de tonnes de charbon peuvent être exploitées dans les Cévennes... Logique du capitalisme où il est plus « rentable » de faire venir du charbon de l'hémisphère sud que d'extraire celui qui est dans le pays.

Au-delà des enjeux politiques, c'est l'esprit de résistance des mineurs des Cévennes que l'on veut briser et, avec eux, une autre partie de la mémoire ouvrière comme en Grande-Bretagne. Si outre-Manche le N.U.M. a su, malgré toutes les difficultés que l'on sait, relever le défi qu'en sera-t-il en France ?

La C.G.T. dans un communiqué se considérait « en état de légitime défense et (prête) à prendre immédiatement toutes les mesures pour le démontrer ». Espérons que cela ne restera pas lettre morte !

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) Francis Effernet a été élu conseiller municipal communiste à Alès depuis 1971, il déclare rester avant tout syndicaliste et il semblerait que son personnage charismatique « classe contre classe » ne soit contesté par personne.



Lettre ouverte de deux autoréducteurs E.D.F.

Nous publions cette semaine de larges extraits de la lettre ouverte adressée à François Mitterrand par deux irréductibles autoréducteurs : Claude Boyer et Christian Drouet. Le « Monde libertaire » a déjà, souvent, évoqué les péripéties judiciaires de Claude et Christian. Ils peuvent, une fois encore, compter sur notre solidarité.

OBJET de la plainte : usage abusif de la juridiction pénale à des fins de répression de luttes d'usagers du service public, présentant un caractère social et d'intérêt général. Vu le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 et ses articles 6, 7, 10, 12, 21, 23-4, 25-1, 28 et 30.

Exposé des faits

Début 1979, M. Boyer signifiait à l'E.D.F. (service public à caractère industriel et commercial, organisme sous tutelle de l'exécutif) son désaccord sur la gestion, les investissements et les coûts, donc sur le prix de l'énergie vendue aux usagers.

Une explication détaillée et chiffrée fut transmise au membres du conseil d'administration de l'E.D.F. par pli recommandé le 1^{er} octobre 1979 et publiée par le quotidien *Libération* en date du 17 octobre 1979, page 19.

Devant le désaccord, M. Boyer s'engageait alors à refuser de payer une partie des factures adressées par l'E.D.F. qui engageait alors la répression et rendait elle-même la justice en suspendant les fournitures d'énergie électrique et en déposant le compteur.

M. Boyer prenait alors l'initiative de rétablir la connection sur le réseau, d'en informer l'E.D.F. par lettre recommandée avec accusé de réception, invitant l'E.D.F. à rétablir le compteur, faute de quoi une somme d'argent forfaitaire, calculée sur les consommations antérieures, serait versée.

Plaintes furent déposées par l'E.D.F. pour « vol d'électricité et dégradation de biens mobiliers » qui devaient aboutir à deux condamnations pénales, amnistées par la loi de 1981, suite aux élections présidentielles. (...)

Une association de fait se créa alors à l'initiative de M. Boyer et de quelques personnes, intitulée : « Les autoréducteurs associés », dans le but d'informer les usagers de l'E.D.F. sur sa gestion, ses investissements inconsidérés, les inégalités tarifaires, et d'inciter les usagers à refuser en conséquence de payer une part des factures d'électricité.

L'E.D.F. engageait alors de nouvelles poursuites qui devaient aboutir à la condamnation par le Tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis) à 3 000

francs d'amende et dommages et intérêts, sur laquelle fut interjeté appel par M. Boyer et les pouvoirs publics.

La Cour d'appel de Paris rendait son arrêt le 7 juillet 1983 — estimant que pour avoir brisé quatre plombages pour accéder aux installations (soit pour un coût financier d'environ 0,40 F), M. Boyer s'était rendu coupable de dégradation de biens mobiliers —, confirmant le premier jugement, y ajoutant une peine d'emprisonnement de quatre mois avec sursis. (...)

Suite à une nouvelle plainte d'E.D.F., M. Boyer fut condamné à quatre mois d'emprisonnement avec sursis, amende et dommages et intérêts par le Tribunal correctionnel de Bobigny, peine augmentée de six mois avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve par la Cour d'appel de Paris en date du 13 février 1985, avec le même évident manque de souci de répondre avec précision aux conclusions présentées par l'accusé.

M. Boyer a déposé pourvoi devant la cour de cassation pour la forme, en se refusant à déposer un mémoire, compte tenu du manque d'objectivité dans la précédente affaire. (...)

Faisant suite à une réflexion sur le nucléaire et la société qu'il engendre, ainsi que sur le non-respect de la part de l'E.D.F. du principe de l'égalité de traitement des usagers, inscrit pourtant dans son cahier des charges (art. 24, publié au J.O. du 2 décembre 1958), Christian Drouet décide le 7 avril 1982 d'autoréduire également ses factures d'électricité et de les payer à leur juste prix, c'est-à-dire au prix de revient du Kwh hydraulique livré : l'hydroélectricité suffisant largement aux besoins des usagers domestiques que nous sommes. (...)

Curieusement le 19 avril 1983, Christian Drouet était condamné « par défaut » par le Tribunal de grande instance de Reims à un mois de prison ferme, amende de 1 000 F, dommages et intérêts, frais de justice, ainsi qu'à la publication du jugement dans les journaux régionaux : *l'Union et l'Est républicain*.

Opposition à ce jugement étant faite, Christian Drouet passait, en sa présence cette fois, à l'audience publique du 29 novembre 1983.

Le tribunal confirmait en date du 13 décembre 1983 la peine d'emprisonnement ferme et augmentait l'amende à 1 500 F, confirmant toutes les autres dispositions du jugement ne répondant pas aux conclusions fournies par l'intéressé, interrompant sans cesse Christian Drouet lors des débats. Le procureur de la République allant, quant à lui, jusqu'à signaler le rapport de police faisant état, de façon haineuse, de l'opinion politique de l'intéressé, le traitant

de rebelle, parce qu'étant militant anti-nucléaire public.

Appel étant introduit par Christian Drouet contre ce jugement d'une exceptionnelle sévérité, qui s'apparentait plus à un règlement de compte politique qu'à un jugement impartial du tribunal.

Le 22 juin 1984, le procès en appel avait lieu à la Cour d'appel de Reims. La cour (plus disposé au début que le tribunal), bien que ne confirmant pas la peine d'un mois de prison ferme, déboutait Christian Drouet en répondant partiellement aux conclusions fournies par son conseil. (...) Drouet Christian était de ce fait condamné à 3 000 F d'amende par un arrêt de la Cour d'appel de Reims, chambre correctionnelle, daté du 16 août 1984 qui confirmait les autres dispositions pénales et civiles du précédent jugement. (...)

Fin juillet 1985, Christian Drouet était averti du rejet par la chambre criminelle de la Cour de cassation de Paris de son pourvoi contre l'arrêt de la cour d'appel.

Sur le fond

Il semble intéressant de dénoncer le fait que quelques individus qui se sont penchés sur leurs intérêts primaires d'usagers du service public et qui, pour défendre le respect de leur personne physique (1) en tant que consommateurs, en sont venus à examiner l'E.D.F. sous l'angle économique-social, puissent être sanctionnés !

Ces individus ont pu constater, au travers des chiffres que le « service public » était détourné de l'intérêt général, et ce au profit d'intérêts politiques, financiers, industriels et militaires. Que de la force de leur conviction, ces individus refusent d'obtempérer à un racket généralisé, se trouvent aujourd'hui confrontés au totalitarisme de groupes privilégiés qui semblent pouvoir faire usage d'une utilisation simpliste des lois à des fins de marginalisation et de criminalisation d'actes de désobéissance civile. Procédés identiques pour les usagers et consommateurs à la grève des travailleurs face à l'autoritarisme des employeurs. (...)

Le bon sens moral et le sens du droit ne permettent pas à MM. Boyer et Drouet, ainsi qu'aux autres membres de leur association, de subventionner l'électro-fascisme, ni une société qui, dans le cas présent, au travers de l'E.D.F. — service public — s'avère de toute évidence comme néfaste à l'intérêt général. (...)

Dans le cas présent, il est utile de s'interroger sur le bien-fondé des interventions favorables du Parquet à l'égard de l'E.D.F. Les magistrats du Parquet étant rémunérés et promotionnés par l'exécutif, et d'autre part

l'E.D.F., partie civile, entreprise publique, sous la tutelle de l'exécutif qui agit présentement en tant que propriétaire en lieu et place de la collectivité, le Parquet est de ce fait placé au service de la partie civile, en l'occurrence E.D.F., avec les risques d'abus et d'impartialité qui peuvent s'ensuivre. (...)

En refusant de payer une part de leurs factures d'électricité, MM. Boyer et Drouet ont tenté de s'opposer au manque de respect de la part de l'exécutif et de l'E.D.F. au droit au respect de leurs biens, et dans ce cas présent, du bien public.

• Dénonçant le système de tarification qui fait payer l'électricité très cher à ceux qui consomment le moins, système injuste et contraire aux principes énoncés d'économie d'énergie ;

• Dénonçant le fait que l'E.D.F. vend l'électricité à perte à certains gros usagers et compense en surfacturant l'usager domestique (contrairement à l'article 24 du cahier des charges de l'E.D.F. sur l'égalité des usagers) ;

• Dénonçant les quatre postulats qui fondèrent la politique énergétique de ce pays : 1. l'électronucléaire est condition de l'indépendance énergétique, 2. un supplément énergétique est indispensable, 3. le nucléaire est totalement fiable et sans danger pour les populations, 4. l'électricité d'origine nucléaire est monétairement compétitive avec les énergies différemment produites ;

MM. Boyer et Drouet se sont heurtés à l'arbitraire des responsables de l'E.D.F. et de l'exécutif qui se comportent ainsi en propriétaires du bien public, avec l'appui, voire la complicité de représentants des pouvoirs publics auprès des juridictions pénales.

Privés abusivement d'électricité, MM. Boyer et Drouet ont rebranché eux-mêmes leurs logements sur le réseau. En rétablissant chez eux la « lumière », ils tentaient, par la même occasion de rétablir une certaine « clarté » dans la gestion du bien collectif.

Au travers des condamnations infligées par les Tribunaux, Cours d'appel et Cours de cassation de Bobigny, Reims et Paris, la justice, évinçant une partie des moyens de la défense de MM. Boyer et Drouet, du fait de la non-réponse partielle aux conclusions et mémoires déposés par écrit, a fait preuve de partialité.

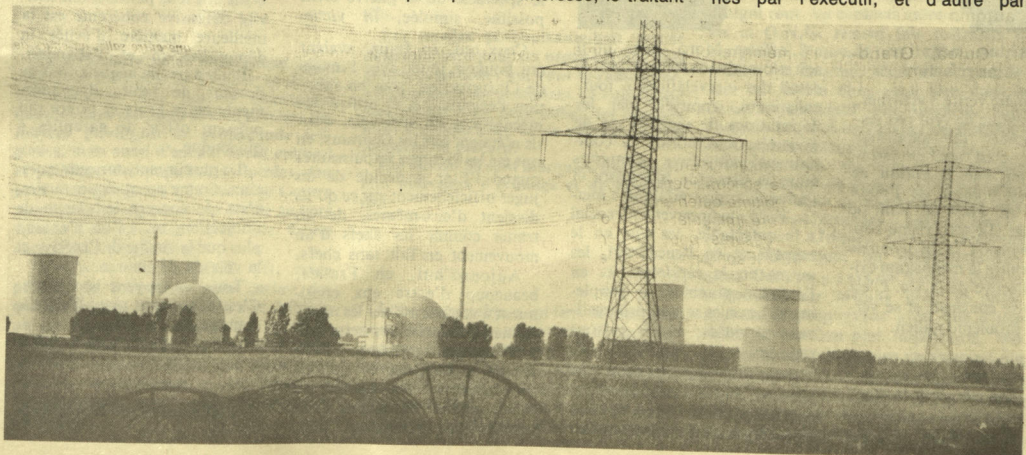
L'E.D.F., l'exécutif et la justice, en obligeant au règlement total des factures et en interdisant de fait de contester ce qui est contestable, tentent d'enfermer dans la contradiction, qui consiste à faire agir des individus contre leur conscience — de les contraindre à procéder de l'absurdité, comme celle qui consisterait à obliger des athées à cotiser pour l'Eglise, les pacifistes pour l'armée et le Vatican pour le marxisme soviétique. (...)

En agissant contre le détournement du service public, les inégalités, et donc le vol, MM. Boyer et Drouet se retrouvent poursuivis et condamnés pour « vol », ce qui par ailleurs porte préjudice à l'intégrité de leur personne et à leur honneur. Toute personne ayant droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes, il n'est que justice que la très démocratique organisation européenne pour le respect des droits de l'homme y remette bon ordre (2).

CLAUDE BOYER
CHRISTIAN DROUET

(1) Problème de pollution de l'environnement sur les écosystèmes et la santé des individus à court et à long terme, ainsi que sur le rapport entre électro-nucléaire et propagation du militaro-nucléaire, et par devers là, la destruction possible de l'« espèce » au niveau planétaire.

(2) Pour tous contacts avec Claude et Christian, écrire au « Monde libertaire » qui transmettra.



Paris vaut-il une messe ?

EST-IL besoin de rappeler la précarité de la situation des réfugiés italiens en France ? A plusieurs reprises déjà nous vous en avons informé dans les colonnes de ce journal. La communauté des réfugiés italiens témoigne d'une grande diversité stratégique (reflet d'une diversité idéologique) pour résoudre sa situation et sortir des geôles françaises la dizaine de militants actuellement incarcérés.

L'article que nous présentons ci-dessous (1) reprend dans sa quasi-intégralité une petite brochure que vient d'éditer un groupe de libertaires italiens et français, et illustre parfaitement ces divergences. Mais le facteur le plus déterminant, qui permettra la libération des emprisonnés et l'existence réelle du droit d'asile, réside — et tous sont d'accord sur ce point — dans l'action d'un puissant mouvement de solidarité.

NIKMO et GÉRARD

Gauche ou droite La répression

Les sondages d'opinion, prophéties à travers lesquelles nos contemporains cherchent à lire un présent qui leur échappe et à prévoir un proche avenir mystérieux, affirment péremptoirement qu'en mars 1986 en France changera le gouvernement, que la droite gagnera les élections.

Dans cette hypothèse, quelles seront les transformations dans divers domaines, et dans celui qui nous intéresse ici, celui des « libertés » et de l'« asile » accordé, quoique tacitement, à ceux qui se sont enfuis d'une démocratie comme l'Italie ? (...)

Quant à nous, nous savons que la droite réussira à faire pire que la gauche, qui pourtant à de nombreux égards a réussi l'impossible : faire pire que la droite qui l'avait précédée. (...)

La gauche au pouvoir a selon son habitude joué, quant au problème des libertés et des réfugiés, la carte de l'ambiguïté : la rose de la tolérance restait bien évanescence, mais les épines devenaient bien concrètes.

Trois Basques ont déjà été extradés ; les humanistes au gouvernement perdant en outre la face, puisque deux d'entre eux ont été totalement acquittés en Espagne.

Pour les Italiens, les choses ont déjà commencé à se dégrader progressivement. Deux expulsions au Burundi l'année passée, actuellement quatre procédures d'extradition, une dizaine de personnes emprisonnées, beaucoup menacées d'extradition ou d'expulsion.

La droite est déjà revenue ! A vrai dire, elle n'était jamais partie bien loin.

La gauche a conservé l'équivoque — souvent encouragée par l'attitude des réfugiés italiens, équivoque elle-même — et n'a donc accordé aucune garantie légale, si bien qu'aujourd'hui aucun réfugié ne peut se dire en sécurité en France, comme si les socialistes avaient voulu laisser les autres faire le sale travail, en revanche la droite progresse avec arrogance, armes idéologiques, et autres, à la main. (...) Et c'est avec ceux-là que vont traiter ouvertement ceux qui traitent déjà secrètement avec la gauche !

Prenons clairement position, sans tarder, sans attendre les lamentations des pétitionnaires professionnels, avant que les Italiens fassent leurs valises subrepticement ou publiquement pour rentrer « chez eux » (c'est-à-dire en prison) dans un avion militaire.

Le premier terroriste L'Etat

Mais la situation actuelle des réfugiés italiens en France est évidemment le résultat de tout le processus antérieur des affrontements sociaux en Europe et en Italie, et en tant que résultat, elle exprime fidèlement la vérité de ce processus.

La question du terrorisme a été depuis 1968, en Italie plus que partout ailleurs, le coin pourri du milieu révolutionnaire, sa confusion devenue visible, que la justice historique destinait à devenir le lieu de sa

adoptée sans hésitation (la « stratégie de la lutte armée ») par ceux qui, au nom de la Révolution, aspiraient au pouvoir d'Etat en se posant en contre-pouvoir et contre-Etat : surtout stalinien nostalgiques et modernes (en particulier les Brigades rouges) et ouvriéristes d'université ou d'usines.

Il est devenu en conséquence toujours plus difficile de démêler entre l'action hallucinée des militants fanatisés par l'idéologie et les manipulations étatiques et policières, indirectes ou directes, les actions particulières étant utilisées *a posteriori* ou suggérées par des infiltrés vite devenus ensuite des « repentis ».

La confusion s'étant encore accrue quand, après le reflux du mouvement de 1977, avec la répression et le désarroi, le modèle de la « lutte armée » s'est imposé comme étant apparemment la seule perspective à de nombreux révoltés. On peut dire sans doute que beaucoup de militants méritaient mieux que ce que l'époque leur a permis d'être, mais il faut aussi constater qu'ils ont permis à l'époque d'être ce qu'elle a été.



décomposition négative et l'agent de sa putréfaction.

La première vérité à affirmer, pour quiconque ne veut pas rester prisonnier du mensonge dominant, c'est que ce terrorisme a été une invention de l'Etat : les bombes de Piazza Fontana en 1969 en sont le témoignage. Le terrorisme contre la subversion, la diffusion de la mort contre la menaçante exigence collective de la vie. C'est ainsi que se construit et se verrouille le problème italien.

A partir de là, en l'absence de perspectives théoriques et pratiques répondant à l'arrogance étatique, cette invention de l'Etat — le terrorisme — a été

Non au renoncement...

Malheureusement, ceux qui, en Italie, étaient révolutionnaires ou se prétendaient tels, n'ont pas su, pu ou voulu imposer socialement la vérité sur le terrorisme et ni même la faire exister pratiquement de manière significative. Les falsifications se sont superposées et accumulées, et le poids du mensonge étatique est retombé sur tous d'autant plus lourdement. Il y a ceux qui se sont désintégréés dans la drogue, il y a ceux dont la jeunesse meurt en prison, parfois sans avoir plus de bonnes raisons de se lever le matin (« dissocié ») qui ne souscrivent pas seulement à leur propre défaite, mais s'identifient en outre à la raison du maître, l'Etat, ou « soldats » d'une guerre imaginaire), et il y a ceux qui, aujourd'hui, réfugiés en France, en sont réduits à être l'enjeu des tractations entre polices et entre Etats.

Et là encore, parmi les réfugiés, il semble que chacun doive jusqu'au bout tenir son rôle en conformité avec son passé : certains se compromettent, qui étaient déjà compromis, certains s'illusionnent, qui étaient déjà abusés. Et quant à nous, nous serons aussi d'une certaine manière fidèles à notre passé, à la cohérence, en nous efforçant de considérer froidement la réalité des faits ; et si ce réalisme nous fait encore taxer d'extrémisme, il faudra seulement en conclure, une fois de plus, que la modération est une illusion, ou le signe d'un renoncement.

... et aux compromis

Le social-mittérrandisme encore au pouvoir en France, en attendant que les prochaines élections législatives le réduisent à la personne de son chef, a lui-même une bonne expérience de la manipulation policière et du terrorisme télécommandé. On sait comment le fameux capitaine Barril, quand il ne fabriquait pas des preuves contre des « terroristes » irlandais, s'employait, par divers contacts et infiltrations, à utiliser ou manipuler le terrorisme français. Si les socialistes n'ont pas fait plus dans ce genre, c'est simplement qu'ils n'en ont pas eu besoin, qu'ils n'ont pas, comme en Italie, été contraints par un mouvement social à monter toujours plus haut dans le spectacle de la guerre civile possible, simulée, *in vitro*.

Ceux qui, en Italie, avaient cru pouvoir jouer avec l'image de l'insurrection, tout en sabotant l'éventualité, et utiliser les mécanismes du spectacle, dont ils n'étaient que les figurants, en ont été les victimes impuissantes quand l'Etat a décidé de les juger officiellement sur ce qu'ils disaient d'eux-mêmes, de les traiter comme les chefs d'un mouvement en fait sans chefs.

Aujourd'hui, en France, beaucoup d'entre eux continuent à vouloir utiliser les mécanismes du spectacle, cette fois pour apparaître comme d'inoffensifs idéologues, ce qui est certainement à leur portée, ou même comme des agents de la pacification sociale, en Italie

ou en France, ce qui est honnêtement déjà plus présumer de leurs forces. Mais ils ne parviendront pourtant pas à les maîtriser, ces mécanismes, et malheureusement pour eux, ils devront de toute façon paraître ce que l'on voudra qu'ils paraissent.

Toutes les supplices aux archevêques et cardinaux et toutes leurs listes de soumission aux Etats italiens et français vont leur faire connaître le fond de la honte sans pour autant que ces ultimes et basses concessions leur fassent voir la fin de leur misère.

Le courage de la solidarité

Seul un problème qui parvient à l'existence en étant posé publiquement peut être affronté, et éventuellement résolu. Un problème dont l'existence est mise en doute, n'existe pas, par définition.

Ainsi, l'odyssée des réfugiés italiens risque de se perpétuer, de se décomposer ou d'être l'objet d'une intervention chirurgicale, sans jamais devenir un problème parce que beaucoup d'entre eux ne veulent pas le poser. Mais faire le dos rond n'a jamais préservé des coups.

Convaincus d'avoir perdu une guerre menée avant tout sur les écrans des idéologies et des « war-games », beaucoup d'Italiens cherchent seulement à se faire oublier. Et déjà, comme problème collectif, en France, ils sont oubliés. Pour se défendre, ils veulent paraître inoffensifs. Pour le paraître, ils le deviennent, et restent ainsi sans défense face à l'arbitraire étatique.

Ils se satisfont d'avoir été tolérés jusqu'ici par l'Etat français, sans se demander quels étaient et quels sont encore les rôles qu'on leur fait jouer, les images dont ils font les frais.

En revanche, nous, Français et Italiens, nous pensons la question des réfugiés en France propre à révéler les positions réelles, les nôtres et celles des autres. Aussi notre but est de poser le problème avec la seule force de la vérité.

On sait qu'aujourd'hui c'est peu dire, quand la vérité a si peu d'amis. Mais comment pourrait-elle en trouver, si elle n'ose s'affirmer ? C'est la brutalité de cette affirmation qui seule peut empêcher les défaits de se transformer en déroute. Dans une telle période, une activité défensive cohérente est la meilleure manière d'éviter la démolition et l'abandon.

Il n'y a pas de négociations de dessous de table, d'arrangements entre Etats et police qui puissent offrir de garanties à quiconque.

Le plus urgent, sur cette question comme sur quelques autres, c'est de rompre le silence de l'abjection, où « l'on n'entend plus que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur ».

Tous les moyens sont bons. C'est avant tout une affaire de courage.

Paris, janvier 1986.

Confédération universelle
des Amis de la Vérité

(1) Les intertitres sont de la rédaction (N.d.R.).

**DOSSIER
TIERS MONDE**

**Les O.N.G.
aujourd'hui**

DEPUIS quelques années, on n'a jamais autant parlé en France de la faim dans le monde. Jamais le public n'a été autant sollicité par voie d'affiches, d'appels dans les journaux ou d'émissions télévisées ou radiodiffusées. Pour toutes les associations humanitaires qui s'y expriment, un but commun : nous persuader de participer à la grande croisade de la lutte contre la faim.

Depuis les années 50, ces campagnes nous ont abreuvé d'images misérabilistes, ceci afin de nous amener à signer des chèques très disputés par les différents sigles caritatifs.

Pour ces « bouches affamées du tiers monde », le remède était simple : faire parvenir nos surplus (lait, médicaments, vêtements) puisque nous produisons trop et qu'ils n'en ont pas assez. La distribution étant financée par notre générosité gérée par les nouvelles dames patronesses de la charité sans frontières. Emotion générale à l'approche des fêtes de Noël lorsque ces « images insoutenables » passent sur nos petits écrans. Bonne conscience des classes aisées pratiquant le luxe d'une charité facile mais néanmoins valorisante, rejet chez d'autres aux fins de mois plus difficiles.



Mais si le discours facile et misérabiliste est encore très galvaudé par les médias (aux heures de grande écoute), le mouvement tiers-mondiste français, en tout cas dans sa partie la plus militante, n'en est plus à cette caricature.

Emergence de la démarche tiers-mondiste

La préhistoire de ce mouvement coïncide avec l'histoire de l'Eglise et de ses missionnaires. Les œuvres charitables dans les pays colonisés se sont révélées des moyens privilégiés de propagande religieuse, mais aussi d'encadrement culturel et politique des populations locales. On peut dire que jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les organisations d'aide au tiers monde se confondent avec une droite chrétienne colonisatrice.

Hormis la C.I.M.A.D.E. (1), créée pendant la Résistance pour cacher des enfants juifs et venir en aide aux sinistrés ou aux déportés, c'est surtout à partir de la guerre d'Algérie que sont nées les organisations tiers-mondistes que nous connaissons actuellement : les fameuses Organisations non gouvernementales (O.N.G.).

Les luttes de libération nationale qui fleurissent dans le monde ne suffisent pas à expliquer l'essor de ces associations : cette époque est marquée par la rencontre de groupes tiers-mondistes militants avec une classe moyenne qui émerge, désireuse de s'affirmer socialement et idéologiquement. C'est dans ce contexte que naît le Comité catholique contre la faim et pour le développement (C.C.F.D.), qui devient rapidement l'organisation tiers-mondiste moderne dont se dote l'Eglise catholique avec l'opportunité qui la caractérise.

Parallèlement, on assiste à la création d'organisations laïques plus modestes car ne bénéficiant pas de l'infrastructure des Eglises. En 1962, un noyau de personnes révoltées par les conditions de vie dans les « camps de regroupement » en Algérie crée l'association Terre des Hommes. Un article paru dans le *Canard enchaîné* va lui permettre de grossir ses rangs et de se structurer. En 1965, c'est la misère des bidonvilles de Calcutta qui motive la création de Frères des Hommes.

Qu'elles soient religieuses ou laïques, ces organisations se retrouvent sur deux idées-forces : le sentiment individuel de culpabilité et la révolte collective vis-à-vis

de l'injustice. S'affirmer résolument apolitiques, elles tranchent dans leur mode d'action (assistance concrète et analyse abstraite du problème de la faim) avec les groupes anti-impérialistes politiques. Ces deux courants s'influencent mutuellement, ce qui leur permettra de s'éloigner de leurs schématismes respectifs.

Les années post-soixante-huit seront déterminantes pour les organisations non gouvernementales qui vont se radicaliser. Le simplisme du sentiment de culpabilité (appartenir à un pays riche), les conceptions assistancielles et de partage seront remises au placard.

Les années 80 sont marquées par les termes nouveaux d'échange et de partenariat.

Redéfinition du tiers-mondisme

Les « partenaires » du tiers monde sont non seulement des animateurs ou coordinateurs locaux, mais ce sont aussi des informateurs sur la vie sociale, économique et culturelle de la région concernée. Pour les O.N.G., il s'agit d'opposer « aux modes de production et aux technologies

qui excluent les ressources locales, à commencer par les hommes, et qui concentrent puis aspirent vers l'extérieur le capital (...) des modes de production et de technologies qui remobilisent toutes les ressources locales : forces de travail, savoir-faire, matériaux locaux, énergies renouvelables et qui, les rémunérant sur place, contribuent à reconstituer des économies locales » et d'aider toutes les dynamiques populaires qui prennent corps partout dans le monde.

L'action non gouvernementale doit toujours s'appuyer sur des initiatives populaires et démocratiques, leur donner les moyens d'une amplification, d'une meilleure efficacité, d'une plus grande stabilité. Et cela parce qu'« il y a toujours, en face, des hommes et des femmes qui se mettent debout, qui s'organisent, qui se donnent des arguments et des armes adaptés aux problèmes qu'ils affrontent » (2). Bien sûr tout n'est pas aussi parfait, chaque situation a sa propre complexité et les intentions si bonnes soient-elles n'évitent pas certains « ratages ». Mais nombre d'expériences sont suffisamment encourageantes pour inciter les O.N.G. à persévérer dans cette voie.

Actuellement, une organisation comme Terre des Hommes n'envoie plus de volontaires dans les pays dits du tiers monde et préfère s'en tenir à la solidarité financière avec les groupes organisés avec lesquels elle entretient des contacts étroits et bilatéraux. Outre cette volonté de ne pas faire « à la place de », les intéressés devant se prendre en charge eux-mêmes (condition fondamentale de la réussite d'un projet), les O.N.G. évitent autant que possible d'avoir comme interlocuteurs les bureaucraties des Etats locaux. Une expérience de plus de vingt ans à large échelle suffit pour les instruire en cette matière.

Exit aussi le romantisme révolutionnaire qui a pu toucher nombre de militants rêvant à ces « révolutions du bout du monde » devant amener le « grand soir planétaire ». Ces illusions passées, les militants tiers-mondistes et anti-impérialistes, moins nombreux mais plus sereins, travaillent de concert (surtout à la base) à démontrer les liens étroits existants entre les économies des pays dits du Nord et du Sud.

Les groupes de recherche de l'association S.O.L.A.G.R.A.L. (Solidarité agro-alimentaire), par exemple, réalisent un travail remarquable sur la macroéconomie en général et plus particulièrement sur les filières agro-alimentaires. Des contacts sont pris, des informations sont échangées, avec les milieux paysans syndicalistes — pas ceux de la F.N.S.E.A., bien sûr ! — comme les Paysans travailleurs. Malgré tout, les contacts entre syndicalistes et O.N.G. restent très restreints et marginaux. Pourtant le travail commun à réaliser est énorme. Mais les corporatismes ont la vie dure aussi bien dans le domaine associatif que syndical. Sans compter la quasi-inexistence du fonctionnement international des syndicats.

Malgré tout, les O.N.G. — qu'elles soient du Nord ou du Sud — ont compris qu'il leur fallait se regrouper pour être plus efficaces. Dans les « pays du Sud », surtout en Afrique, elles se fédèrent géographiquement ou professionnellement. Dans les « pays du Nord », elles se regroupent par affinité pour se doter d'outils de propagande ainsi que d'une force de pression plus importante. Des collectifs regroupant plus étroitement des O.N.G. peuvent se constituer, ainsi lors de la campagne « Pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes », organisée conjointement par Frères des Hommes,

Terre des Hommes et Peuples solidaires (associations qui se retrouvent par ailleurs dans un collectif plus large : le Centre de recherche et d'informations pour le développement).

Il s'agit pour celles-ci, non seulement d'informer l'opinion publique mais aussi de faire pression sur les instances de décision afin d'infléchir leur politique. Ce travail de pression s'est intensifié depuis 1981, les O.N.G. pensant obtenir beaucoup plus avec un gouvernement socialiste. Bien sûr, il y a eu des avancées concernant la politique d'aide institutionnelle. Mais il faut avouer qu'elles sont bien dérisoires en regard de la politique de gestion capitaliste du pouvoir en place et des conséquences inhérentes dans le tiers monde.

Des leçons à tirer

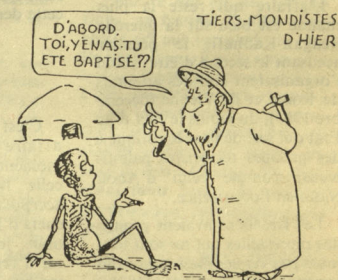
Tout en prenant conscience des limites ainsi posées de ces O.N.G., on ne peut nier qu'elles réalisent un travail intéressant quand elles soutiennent certaines initiatives de base. Elles constituent une force de contre-pouvoir ici, comme leurs partenaires constituent un contre-pouvoir là-bas. Même si peu de leurs militants remettent en cause les valeurs démocratiques traditionnelles, leur contestation de l'ordre économique mondial est appréciable.

Mais il ne faudrait pas non plus oublier ces organisations liées à l'aide d'urgence. Leur travail d'assistance à très court terme dans le domaine sanitaire ou alimentaire lors de catastrophes ou de guerres est nécessaire. Ce sont par exemple l'Action internationale contre la faim (A.I.C.F.), Médecins sans frontières, Médecins du monde ou, à une échelle beaucoup plus modeste (mais très sympathique) l'Action d'urgence internationale. Leur spécificité permet aux individus de toutes tendances politiques de s'y investir et de s'y sentir à l'aise.

L'une d'entre elles, Médecins sans frontières, voit actuellement son prestige utilisé pour promouvoir Liberté sans frontières, association idéologiquement de droite, qu'elle finance. Cet enfant illégitime n'est rien d'autre que le Cheval de Troie des défenseurs du libéralisme économique dans le milieu des Organisations non gouvernementales. Ceci prouve que les O.N.G., porteuses d'une conception alternative au modèle de développement sont ressenties comme des troubles-fêtes et sont de moins en moins tolérées par le système qu'elles remettent en cause. Face à la seule internationale qui existe réellement, celle des multinationales et des Etats-nations qui leur sont liés, les petits moyens de ces O.N.G. ne sont certainement pas de trop.

**PIERRE-YVES
(Gr. Pierre-Besnard)**

(1) Service œcuménique d'entraide, lié à l'église protestante.
(2) Henri Rouille d'Orfeuille, « Coopérer autrement, l'engagement des organisations non gouvernementales aujourd'hui », éditions L'Harmattan.



« RÉPUBLIQUE LIBRE » CONTRE MAFIA NUCLÉAIRE Insurrection populaire en Allemagne

W.A.A., sigle maudit en R.F.A. pour Wied. der Aufbereitungs-Anlage, ce qui veut dire « usine de retraitement de déchets nucléaires ». Dernier lieu du crime prévu : Wackersdorf en Bavière, au sud de l'Allemagne. L'essartage du terrain avait été programmé pour la fin 1985.

« Appel à la résistance », pouvait-on lire tous les jours dans des annonces du journal alternatif T.A.Z. Ces appels venaient de nombreux groupes unis comme les Initiatives de citoyens (B.I.), des associations anti-O.T.A.N., le Forum libertaire de la région... Ils furent entendus ! Une extraordinaire mobilisation de la population, une fusion véritablement « populaire » s'est formée (seuls 15% de la population se déclarèrent favorables à la W.A.A.).

Ceci pour la première fois dans la région la plus « noire » d'Allemagne : entièrement catholique traditionaliste et « gouvernée » par Franz Joseph Strauss, président du Conseil de Bavière. Un symbole : ce dernier dirige à la fois une brasserie et une petite chapelle.



L'invasion policière du village.

Le matin du 12 décembre, la foule occupa le terrain de construction et commença malgré le froid, les provocations et les menaces policières, à s'y installer. Elle se servit des arbres déjà abattus pour construire un village : plus de cent cinquante maisons en bois, d'une architecture plutôt hétéroclite, allant de la maison bavaroise classique (avec fronton et fenêtres) jusqu'aux constructions les plus fantaisistes (tentes indiennes, igloos, tourelles, cabanes d'alpinistes). Près de 450 habitants s'installèrent ainsi. La population des alentours s'organisa pour leur apporter chaque jour aide et nourriture.

Cela dura d'abord une semaine avant que la police n'attaque pour la première fois avec 3 700 hommes, des chiens et des hélicoptères. La population, venue apporter des boissons et de la nourriture chaude, fut attaquée avec des gaz lacrymogènes. On évacua, forcés, le terrain. Cette première confrontation servit surtout à renforcer la résistance, sa brutalité enflamma la colère, même parmi la population traditionaliste.

Un jour avant Noël, à 14 h, le terrain fut occupé une seconde fois et les ouvriers chargés de l'essartage (qui avaient été accompagnés chaque jour sur leur lieu de travail par une impressionnante escorte de policiers) furent chassés. Des affrontements assez durs suivirent.

Ainsi, et malgré la chute du thermomètre (à -15°), une fête spontanée se déroula à la fin de l'année sur le terrain « interdit », avec la participation de toute une population joyeuse, responsable, ne demandant plus des autorisations à un pouvoir quelconque. Plus de 3 000 « supporters » vinrent avec enfants, chiens et d'énormes colis (gâteaux de Noël, délicieux Pfefferkuchen, jambons, pain et vin). On faisait la queue devant la tente-cuisine. La foule devenait si dense que la police, bon gré mal gré, fut obligée de régler la circulation !

On avait construit une gigantesque « Maison de l'amitié », ronde, avec un foyer au milieu et une scène pour les concerts quotidiens. Même Joschka Fischer, « Premier ministre de l'Environnement » des Verts, fit une brève et prudente apparition. Rien d'étonnant à ce que le « préfet » de police commence à se creuser la tête sur la stratégie à appliquer pour redevenir le maître de la situation. Ainsi, il passa, un jour, en tant que simple particulier accompagné de sa famille, et se croyant fin psychologue essaya de « raisonner » individuellement des occupants. Un autre jour, il fit tomber sur le village une pluie de tracts, légèrement menaçants, largués par hélicoptères.

Le jour du 1^{er} janvier, on déclara sur le terrain la nouvelle année comme « année anti-W.A.A. » et le village fut déclarée « République libre ».



Photo O.P.A.

Il avait été alors visité par environ 11 000 personnes et été habité par 450 individus. Par la suite, les événements se précipitèrent. Cent trente quatre résistants, hommes et femmes, qui avaient bloqué les routes d'accès et empêché le travail des ouvriers, furent arrêtés. Une manifestation devant la prison d'Amberg fut considérée comme une « complicité de tentative d'évasion » et d'autres arrestations suivirent.

Le 6 janvier, au soir, on me dit au téléphone qu'une intervention policière record se préparait et qu'elle ne compterait pas 3 700 personnes comme la dernière fois. Les policiers arrivèrent à l'aube du 7 janvier par milliers, renforcés par des unités de Grenzschutz (gardes frontières) de plusieurs autres régions d'Allemagne. Ils prirent le village d'assaut avec haut-parleurs et matraques, sautant sur les toits des maisons en descendant par des cordes des hélicoptères. Résultats : des blessés par morsures de chiens policiers et 762 arrestations au total. Une guerre civile à la façon sud-américaine ! La presse bourgeoise alle-

mande, avec sa démarche habituelle, passa ces événements sous silence, les minimisant ou les déformant en difamant les résistants (ce sont des « criminels »). Dans la presse française : le black-out total ! Commentaire de F.J. Strauss : « Ce sont des "tapageurs" professionnels... qui troublent les gens et menacent la paix intérieure. » (!)

Défaite et paix des cimetières ? Le 10 janvier, de nombreux avocats sympathisants se rassemblèrent à Regensburg pour une journée d'information et pour contester les mesures prises par la police. Le même jour, les bureaux de l'entreprise chargée des travaux de construction furent occupés et une partie des dossiers détruite. Au bureau permanent, à Regensburg, Wolfgang me confirma que la résistance continuerait par des moyens différents : blocages de routes, marches silencieuses et régulières, etc. Le 20 janvier, une journée d'action était prévue dans toutes les régions d'Allemagne (1).

DAGMAR

(1) Contacts : B.I.-W.A.K. Büro, 84 Regensburg, Spiegelgasse 10, R.F.A. (tél. : 19.49.941.555.55.).

Reagan : l'O.T.A.N. anti-terroriste

LES gouvernements du monde entier, appuyés en cela par des médias qu'ils ont su partout mettre à la botte des systèmes qu'ils représentent, nous rabâchent les oreilles du terrorisme qu'il faut combattre.

Regan contre Kadhafi

L'affaire qui reste la plus chaude est bien sûr la querelle Reagan-Kadhafi, le premier accusant le second d'être, sinon l'organisateur réel des attentats de Rome et de Vienne (décembre 1985), du moins le chef d'un Etat qui sert de base logistique à des groupes terroristes palestiniens, comme celui d'Abou Nidal en l'occurrence.

Les Israéliens avaient promis des représailles qui ne sont toujours pas venues mais qui seront certainement, comme d'habi-

tude, beaucoup plus sanglantes que les attentats en question.

La grande Amérique, par la voix de son comédien de président, s'offusque également et décrète un embargo commercial total sur la Libye, le gel des avoirs libyens aux Etats-Unis et le retour de tous les ressortissants américains en Libye. Champion de la liberté, Reagan a pourtant menacé de sanctions ceux qui ne se plieraient pas à cette dernière injonction.

L'O.T.A.N. anti-terroriste

C'est étrange comme cette affaire vient à point, au moment même où Reagan harcèle Mitterrand pour qu'il accepte un prochain sommet des chefs d'Etat de l'Alliance atlantique, justement en vue de placer à cette échelle la lutte anti-terroriste.

En fait tout le monde savait depuis longtemps que Kadhafi était un fou, prêt à tout, et qu'il aidait en les hébergeant et en les armant les terroristes palestiniens et autres. La façon dont les Etats-Unis ont ainsi cherché à faire leur affaire personnelle des attentats de Rome et Vienne, pour surprendre qu'elle parut à prime abord, semble donc en fin de compte assez logique.

Le grand chef capitaliste veut également être le chef de l'anti-terrorisme. Il lui fallait un prétexte et une idée-force. Condamner directement un Etat et le mettre en quarantaine économique, voilà l'idée-force qui sert en même temps de prétexte. La leçon à retenir est qu'il faut prendre le mal par la racine, c'est-à-dire partout où d'autres Etats encouragent le terrorisme. Et à cette échelle, les Européens doivent comprendre qu'ils ne

pourront rien sans la puissance des Etats-Unis.

Mais notre vieille Europe semble traîner la patte. Il est vrai que de Thatcher à Mitterrand on se satisfait pleinement de l'euro-anti-terrorisme et que chacun pensait pouvoir en être le chef. Reagan fout ses pieds dans le plat, et tout cela sera peut-être sans suite. L'anti-terrorisme est effectivement important pour ces messieurs. Outre l'image de marque qu'il peut servir à leur donner, ce peut être un véritable marché dans lequel il faut absolument être le leader.

Tas de rapaces

Pendant ce temps-là, la guerre fait ses victimes, un peu partout dans le monde. La guerre qui est toujours une œuvre d'Etat. Les grandes puissances qui parlent tant de ce terrorisme aux quelques victimes

(pas plus ni moins innocentes que celles de Beyrouth, d'Irak et d'Amérique centrale ou latine...) tuent partout dans le monde. Et quand elles n'osent pas le faire elles-mêmes, elles en passent commande et vendent leurs armes.

Nous ne le répéterons jamais assez, il n'y a pas de plus grands terroristes que les Etats.

Quant aux poseurs de bombes, ceux-là même qui justifient chaque jour un peu plus la répression, ils ne font que servir ceux contre qui ils prétendent lutter. Nous n'avons rien à voir avec ces gens-là. Leurs piqûres de moustiques contre le monstre atlantiste, c'est finalement sur les plus faibles qu'elles arrivent, confrontés, dans leur désir de parvenir à l'égalité sociale, à des systèmes policiers de plus en plus puissants et organisés.

PHILIPPE
(Gr. de Coulommiers)

ESPAGNE

Succès de la grève des éboueurs de Getxo (Biscaye)

LES travailleurs du ramassage des poubelles de l'entreprise Cespa de Getxo (Biscaye) en avaient assez de vivre quotidiennement dans une hygiène déplorable (deux douches pour quatre-vingt employés) et de toucher des salaires de misère (45 000 pesetas [1] par mois en moyenne).

Les travailleurs de Cespa de Getxo ne pouvaient accepter une « convention », ou plutôt une compromission qui avait été signée par l'entreprise et quelques permanents de l'U.G.T., des Commissions ouvrières et de l'U.S.O., qui signent ce qu'ils signent parce qu'ils n'ont pas à vivre avec une telle somme. La situation était très grave, surtout si l'on considère que cette convention était conclue pour deux ans.

Face à une situation aussi injuste, à cette exploitation brutale, les travailleurs présentèrent à l'entreprise une plate-forme en vue d'établir un accord qui reprendrait essentiellement leurs aspirations économiques et de conditions de travail. Sur le plan économique, ils réclament pour cette année 64 000 pesetas

brut, soit environ 54 000 net par mois. Face au refus d'accéder à leurs justes revendications, ils se virent obligés de se lancer dans la grève.

Face à la coalition patronat-P.N.V.

Mais ils avaient affaire à une entreprise absolument intransigeante, franchement opposée à la négociation et disposée, selon ses propres mots, à les faire revenir au travail l'estomac vide et les oreilles basses.

C'est là qu'apparaît le gouvernement basque (P.N.V., Parti nationaliste basque) qui, au lieu de faire pression sur l'entreprise pour qu'elle s'assise à la table des négociations et qu'elle trouve une solution au conflit, a sorti de sa manche un décret sur le service minimum pour maintenir la ville propre.

Cependant les travailleurs refusent de se plier à ces normes qui impliquent de renoncer à leur droit de grève.

La municipalité de Getxo, également contrôlée et manipu-

lée par le P.N.V., s'appuyant sur sa légalité, réquisitionne le matériel de la Cespa, embauche du personnel en chômage et, avec des travailleurs municipaux, elle les charge de ramasser les poubelles avec le matériel réquisitionné. Ces salariés se voient obligés (contre un sandwich au jambon sec, une bière et mille pesetas de l'heure) de jouer les « jaunes ». Et quand ils refusent, on leur répond par des menaces et un chantage au licenciement.

Les travailleurs à l'offensive

A partir de contacts maintenus avec les travailleurs de Cespa, la C.N.T. entre en jeu. La première action de nos camarades est d'orienter la lutte contre l'administration, et non contre l'entreprise, même si celle-ci est également responsable de la situation créée, puisque c'est la municipalité qui s'occupe au premier chef de faire fonctionner les services publics comme le ramassage des poubelles avec l'argent recouvert sur les contribuables. Cette orientation nouvelle a servi à faire comprendre aux habitants de Getxo, qui dans un premier temps s'étaient montrés hostiles, ne comprenant pas bien la lutte des éboueurs, les raisons de la grève.

A ce moment-là, les travailleurs de Cespa de Getxo ont

presque tous adhéré à la C.N.T. et le comité (2), dont les membres appartenaient auparavant majoritairement aux Commissions ouvrières, est passée en bloc à notre syndicat.

Les travailleurs ont décidé d'un service minimum pour les cas urgents. Ils ont affirmé leur disponibilité pour nettoyer les rues de Getxo par équipes de douze heures, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour résoudre le problème de la propreté « à condition que l'on tienne compte un minimum de leurs exigences ». Ils ont réclamé la médiation du maire qui, à la différence des maires d'autres villes, agit avec arrogance et fait la sourde oreille aux revendications. Ils ont demandé et obtenu la médiation du chef des inspecteurs (3) de Biscaye de la Délégation provinciale du travail qui a servi à entamer les premières négociations avec la Cespa ; négociations qui n'ont d'ailleurs servi à rien puisque la Cespa a maintenu ses positions initiales.

Au bout d'un mois de grève, l'entreprise tentait de gagner par un désastre économique pour les travailleurs. La municipalité faisait la sourde oreille et fuyait ses responsabilités. Le décret d'intervention des moyens de nettoyage a été dénoncé auprès du juge de Garde (4) en tant que mesure anti-grève. Qu'a fait la justice ? Comme l'accusé est le gouvernement basque, celui-ci a bloqué les démarches.

Enfin, en représaille, ils ont arrêté deux travailleurs pour « désordres publics ».

Malgré cela, les travailleurs refusaient de se rendre parce que leur lutte était une lutte pour la dignité et la justice. Ils avaient adopté une attitude de résistance jusqu'au bout de leurs forces et, avec les aides qui leur parvenaient, ils avaient organisé un service de subsistance et d'aide alimentaire.

La victoire

Finalement, après trente jours de grève, le problème a été réglé par la signature d'un accord comportant notamment :

- 10% d'augmentation ;
- 100 000 pesetas par an de prime d'insalubrité ;
- une indemnité de transport indexable pour tous les employés municipaux de Biscaye.

Il convient de souligner la solidarité dont on a bénéficié à tout moment les travailleurs de la Cespa sous forme d'aliments et d'argent, ce qui contribua puissamment à la poursuite de la lutte.

D'après « Solidaridad Obrera », janvier 1986

- (1) Equivalent de 2 250 FF.
- (2) Comité d'entreprise.
- (3) Equivalent de l'inspection du travail.
- (4) Equivalent du tribunal d'instance.

Nouvelles de Belgique

CHANTAL PATERNOSTRE est toujours emprisonnée à la prison de Forest à Bruxelles. Inculpée dans le cadres des enquêtes sur les C.C.C.-F.R.A.P., elle est détenue arbitrairement sans qu'aucune charge sérieuse ne soit retenue contre elle.

Chantal nous fait savoir que ses conditions de détention sont particulièrement pénibles : isolement, fouilles continues, promenades écourtées quand elles ne sont pas cruellement courtes (trois quarts d'heure).

Elle ne peut répondre aux nombreuses lettres de soutien qu'elle reçoit et ce pour une bonne raison, son courrier est mis dans un dossier ! Elle demande à tous et à toutes de bien vouloir l'en excuser par avance. Ses correspondants ne lui en voudront pas. La solidarité doit se poursuivre.

RELATIONS INTERNATIONALES

Chantal Paternostre, prison de Forest, 52, avenue de la Jonction, 1060 Bruxelles, Belgique.

GRANDE-BRETAGNE

Grève à South Shields

UNE filiale de l'entreprise French connection (vêtements), Contract Ltd, a fermé ses ateliers et licencié 160 travailleurs (membres du N.U.T.G.W. (National Union of Tailors and Garment Workers) qui sont en grève pour leur reconnaissance syndicale depuis le 17 septembre 1985. Le look-out eut lieu quand le personnel se mit en grève de solidarité avec onze travailleurs licenciés pour avoir adhéré au syndicat.

Les conditions de travail sont terrifiantes et l'encadrement extrêmement dur. Ce comportement tire profit de l'actuelle législation du travail. Suivant la procédure légale, le personnel décida par une consultation à bulletin secret, à l'unanimité, de se mettre en grève après avoir épuisé tou-

tes autres possibilités de conciliation.

Les heures supplémentaires sont obligatoires (!), il faut pointer pour aller aux toilettes (sic), il n'y a pas de lettres d'avertissement avant la procédure de licenciement, les délégués du personnel ne sont pas autorisés à exercer leur mandat dans l'entreprise, et des travailleurs en grève furent licenciés. La moitié des grévistes sont des couples avec enfants qui se sont vus supprimés les allocations familiales après s'être mis en grève.

Lors de la première négociation avec la direction, les délégués conditionnèrent le retour au travail à ce que le syndicat soit reconnu dans l'entreprise, que les délégués puissent y être élus, que les ouvriers licenciés pour fait de grève

soient réintégrés et que le cahier de revendications soit examiné. Ces demandes furent rejetées.

La direction proposa, lors de la seconde négociation, que soit mis sur pied une délégation non syndiquée chargée de négocier pour tout le personnel qui la désignerait à bulletin secret. Cette consultation comprendrait tous les salariés (deux cents au total), y compris les « jaunes » et les non-syndiqués. Aucune tierce partie ne serait alors admise à intervenir.

Les piquets de grève sont présents devant tous les entrepôts où sont stockés les vêtements de confection de Contracts Ltd (principalement dans le Nord-Est de l'Angleterre). Les choses, aujourd'hui, en sont là !

REL. INTERN.



ÉTATS-UNIS

Rencontre anarchiste à Chicago

IL y a cent ans, la bombe de Haymarket donna à l'Etat et au Capital le prétexte parfait pour écraser le mouvement anarchiste à Chicago. Des centaines d'anarchistes furent arrêtés et incarcérés. Les locaux et les rédactions (cinq journaux anarchistes à l'époque !) furent perquisitionnés.

Le 1^{er}-Mai tire sa signification de la répression brutale du mouvement anarchiste et de l'assassinat consécutif de cinq anarchistes. Une rencontre internationale anniversaire aura lieu du 1^{er} au 4 mai 1986. Plus de vingt groupes nord-américains préparent cette initiative (Impossible Books, Libertarian Book Club, Resurgence, A.A. Project...).

Le 30 novembre dernier, une réunion de préparation décida de la forme, des particularités et du contenu définitif de cet événement. Des forums, des ateliers de discussions sur des thèmes généraux ou spécifiques (mouvements de libération nationale, communautés alternatives, violence ou non-violence, Espagne 36, anarchisme et marxisme, etc.) sont prévus.

Des manifestations publiques sont également envisagées. La nuit du 1^{er} mai aura lieu la marche traditionnelle de Pilsen qui « appartient » de fait aux marxistes. Tous les anarchistes sont invités à y participer le plus massivement possible afin de lui rendre le caractère qu'elle n'aurait pas dû perdre !

En revanche, la manifestation du 2 mai est d'une toute autre signification. Elle constitue un événement. Elle démarrera du square d'Haymarket et traversera la ville. De même, tous les participants sont appelés à se rendre à l'endroit où sont enterrés les cinq de Haymarket et Emma Goldman.

Pour ce qui est des distractions, un festival du film anarchiste est mis sur pied, de plus les participants à cette rencontre internationale pourront assister à des concerts de rock et punk. Les organisateurs encouragent tous les anarchistes du monde entier à se rendre au mois de mai à Chicago. Ils reçoivent toute forme de soutien, participation, contribution avec plaisir.

REL. INTERN.

Haymarket 86, Box 102, 1200 W. Fullerton, Chicago, Ill. 60614, Etats-Unis.

Rencontre avec Léo Champion

Le samedi 25 janvier, la librairie du Monde libertaire organise, à partir de 16 h, une rencontre-débat autour de Léo Champion à l'occasion de la sortie de son dernier livre : *J'ai réussi ma vie* (1). Comment parler de Léo Champion sans évoquer la Franc-Maçonnerie et les contacts informels qui ont pu s'établir avec le mouvement anarchiste.

En leur temps, des militants et non des moindres ont ainsi

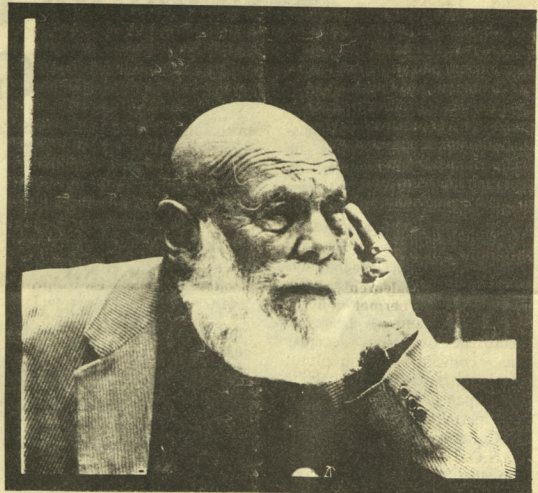
conciilié leur appartenance maçonnique et un engagement révolutionnaire inlassable et sans concession. L'humanisme, au centre des préoccupations maçonniques, en a fait non seulement un creuset d'idées réformatrices, mais également une cible privilégiée de tous les tenants des doctrines totalitaires.

C'est sans doute cet aspect réformateur qui sera contesté

par nombre d'anarchistes et qui inspira à l'un d'entre eux cette définition de la Franc-Maçonnerie : « Une internationale de la bourgeoisie ». Un débat qui risque fort d'être passionnant. Léo Champion sera également sur Radio-Libertaire, le même samedi, de 10 h à 12 h.

GÉRARD

(1) Léo Champion, « J'ai réussi ma vie », éd. du Borrego, 89 F.



A la porte du temple

D'APRÈS les bons auteurs, il y a de très nombreuses années, les cités fières, les aristocrates orgueilleux lançaient de grands projets de construction : châteaux, églises, abbayes. Ils réunissaient pour ce faire des dizaines, des centaines, des milliers d'ouvriers pour des chantiers qui pouvaient durer des années... ou des siècles !

Les meilleurs ouvriers jouaient bien sûr les maîtres d'œuvre et constituaient alors l'élite du monde du travail. La plupart était alphabétisés, phénomène rarissime, et ils n'avaient de cesse, une fois sur place, de se construire un logement (une loge) collectif pour abriter leurs vêtements. Naturellement, ils s'y retrouvaient le soir, et les langues allaient bon train.

Cette habitude, discuter entre compagnons de travail, existe toujours. Les anciens donnent les tours de métiers aux apprentis, et ainsi se forme une fraternité humaine. En plein Moyen-Âge, cette communauté humaine revêtait une exceptionnelle importance. Le niveau des discussions, sur le métier d'abord, et sur le sens de la vie ensuite, tranchait avec la médiocrité ambiante. Aussi les bons bourgeois des alentours, s'ennuyant ferme dans un monde clos, devaient envier la gaieté et l'élévation d'esprit de ces réunions de compagnons. Certains, pris d'audace, avaient le courage de venir participer à ces entretiens. Pour cela, physiquement parlant, ils venaient « frapper à la porte du temple ». Soupçonneux, fiers, les charpentiers, les menui-

siers et les maçons n'acceptaient dans leur cercle ces nouveaux venus qu'après force enquête, discussion, épreuves.

Pourquoi rappeler ces vieilles histoires, bien connues par ailleurs ? Parce que le monde a changé, mais des hommes continuent la tradition des loges anciennes et ont créé la Franc-Maçonnerie, groupes d'hommes jaloux de leur originalité et passionnés de culture. D'autres hommes continuent de venir frapper à la porte du temple.

Parmi eux, des anarchistes. Serait-ce que maçonnerie et anarchie recouvriraient la même réalité ? Que non pas ! Mais de tout temps il s'est trouvé des hommes pour penser que l'on pouvait vivre simultanément en anarchiste et en franc-maçon. D'autres pensent rigoureusement le contraire. Rappelons-nous que les anarchistes espagnols ont créé la F.A.I. en 1929, en particulier pour neutraliser les modérés, les réformistes et les francs-maçons ! A l'inverse, on pourrait citer une cohorte interminable de libertaires qui ont fréquenté une partie de leur vie ou toute leur existence les loges, de Proudhon à Louise Michel, en passant par Bakounine.

Les polémiques, vives, dans le mouvement anarchiste, pour ou contre la Franc-Maçonnerie, se sont estompées. Elles peuvent rejaillir un jour. De tout cela, et de beaucoup d'autres choses, nous aurons l'occasion d'en reparler avec notre compagnon Léo Champion, anarchiste « et » franc-maçon « heureux ».

YVES PEYRAUT



« Le drapeau noir, l'équerre et le compas »

AVEC *Le drapeau noir, l'équerre et le compas*, pour les initiés cela veut dire les anarchistes et la franc-maçonnerie, Léo Champion a écrit-là — à mon avis — l'un de ses ouvrages les plus importants qui, en la matière, fait autorité. En effet, son travail reste à ce jour le seul livre de référence conséquent sur la question.

Pour les pratiquer (il ne s'en cache pas), notre camarade connaît bien les deux mouvements, leur implication et l'interpénétration de ceux-ci. Il nous fait découvrir les motivations de ce monde de la maçonnerie et la convergence des objectifs de celui-ci avec ceux de l'anarchisme.

Si l'anarchisme reste par excellence une école de pensée qui affirme la primauté de l'homme sur la société, la Franc-Maçonnerie, quant à elle, développe un humanisme qui place l'homme au centre de la construction sociale idéale. Au niveau des finalités il y a donc bien osmose entre ces deux courants de pensée.

Sans pratiquer d'amalgames hâtifs, il reste indéniable que nous retrouvons chez les uns comme chez les autres des thèmes de réflexion communs, telle cette combien célèbre trilogie

Liberté-Egalité-Fraternité ou tels ces notions de Justice et de Progrès. Autant de thèmes et de préoccupations que tout humaniste, qu'il soit anar ou maçon, ne saurait se désaisir parce qu'ils restent d'une redoutable actualité.

Avec Léo, nous découvrons la convivialité de ces deux mouvements ou plutôt de ceux qui s'en réclament. En artiste qu'il est, il nous entraîne dans une galerie de portraits des grands militants libertaires qui marquèrent leur époque et qui furent franc-maçons. Leur action révolutionnaire se complètera par une volonté, à l'intérieur de l'enceinte maçonnique, de travailler à l'amélioration intellectuelle et morale de l'Humanité ».

Voici, en vérité, des chemins parallèles sinon confondus par des hommes de la trempe d'un Proudhon, Bakounine, Vallès, Reclus, Robin ou Ferrer... par des femmes du calibre de Louise Michel... et plus près de nous, de camarades comme Hem Day, Leval ou notre regrettée Suzy Chevet...

Pendant longtemps, sans que l'on sache vraiment pourquoi, nombre de libertaires contestèrent l'action de la Franc-Maçonnerie et la participation

de camarades — généralement de valeur — à celle-ci. Léo Champion s'attache à nous démontrer, par l'analyse qu'il donne et par la description qu'il en fait, combien ces arguments sont spécieux et ne tiennent guère la route du raisonnement objectif. Avec son sens des formules à l'emporte-pièce, l'auteur affirmera qu'« il ne faut pas juger la Franc-Maçonnerie en fonction de certains maçons. Comme il ne faut pas juger l'Anarchie à travers certains anarchistes ». Qui d'entre-nous ne contresignerait pas de tels propos ?

Par ce livre, notre camarade réhabilite l'Anarchie et la Maçonnerie. Ouvrage pour le moins intéressant, convaincant et indispensable pour comprendre ce lien créé par des militants entre deux mouvements qui, à défaut de s'assembler, se ressemblent sous certains aspects. Un livre à lire, relire ou, pour certains, à découvrir pour que cesse, souhaitons-le, les mots vides de sens, les paroles légères et cet air de la bête qui colporte aisément tous ceux qui ne réfléchissent pas ou tous ceux qui condamnent aujourd'hui l'un de ces mouvements pour mieux, demain, s'attaquer à l'autre.

ROLAND BOSDEVEIX

Revue d'artistes

Pour qu'une revue d'art puisse vivre, elle doit être financée par des galeries ou avoir des subventions du ministère de la Culture. Mais l'indépendance est une liberté qui coûte chère. A l'heure où le ministère de la Culture installe l'art officiel français sur des rails internationaux, la majorité des artistes français rêvent de devenir les protégés du pouvoir. La dépendance vis-à-vis du pouvoir est grande. Peu d'artistes revendiquent le droit d'exister sans aide de l'Etat.

C'est pourquoi quand certains le font, on ne peut que les féliciter. La revue *Point à la ligne* est née d'une exposition qui s'appelait « L'Insaississable » (1). Elle a des partis-pris qui ne peuvent que nous charmer. A durée éphémère, sans doute, elle reven-

dique l'indépendance par rapport aux galeries. Parti-pris aussi à propos du contenu : l'art qu'elle défend n'est pas aimé du public français. Le fil conducteur est une abstraction radicale sans aucune référence au surréalisme.

L'esprit cartésien des Français exclut d'emblée toute une série d'expressions parce qu'elles ne s'expliquent pas. Alors que le rôle même des créateurs est d'inventer de nouvelles images, ou plutôt de transformer les images latentes en images réelles, laissant déborder leur imagination jusqu'à la jouissance. Les résultats sont là et présentent des travaux d'artistes jeunes et moins jeunes, la revue s'applique à montrer des œuvres en fonction d'une démarche plastique plus que commerciale.

Elle est aussi un lieu d'expression pour des artistes qui ne sont pas dans le réseau officiel. Ces artistes ne risquent pas de finir à la biennale en 1987, mais leur recherche s'inscrit dans la perspective d'un art libéré de toute contrainte. Le n°2 de *Point à la ligne* vient de paraître en janvier (2). Les couvertures sont des œuvres faites à la main de grande qualité. Je vous recommande donc d'encourager cette initiative d'autant qu'elle s'accompagne d'expositions d'artistes de la revue.

ANDRÉ ROBERT

(1) « L'Insaississable », exposition en juin 1985 à Exhibitions, Paris.

(2) Le n°1 est encore disponible au prix de 40 F (160 F les quatre numéros), « Point à la ligne », 14, rue Lacaze, 75014 Paris.

TAL

Le Théâtre libertaire de Paris, après bien des vicissitudes, s'installe dans une des plus belles salles de la capitale, celle de l'ancien théâtre Déjazet. Datant du siècle dernier, avec ses deux balcons à dorures, son cadre de scène noir et rouge, ses sièges confortables, sa scène spacieuse, le théâtre produit une atmosphère chaleureuse. La qualité sonore et visuelle est irréprochable, ce qui permet au public de profiter vraiment du spectacle.

Depuis deux mois, la salle a été entièrement rénovée et réhabilitée. La façade a également été repensée et restaurée dans le style.

La culture, l'art et l'éducation ont toujours fait partie des préoccupations des libertaires. S'ils y ont attaché tant d'importance, c'est en se démarquant de la Culture (avec un grand C) et en revendiquant la libre expression. En effet, l'art prétendu de notre époque est trop souvent synonyme d'art bourgeois, lorsqu'il entre dans un cadre d'enseignement, qu'il sert de référence sociale ou qu'il se rattache à la notion de chef-d'œuvre (concept intolérant et arbitraire). « La culture doit sa grandeur et sa signification au fait que son rayonnement méconnaît les frontières politiques et sociales » (Rudolf Rocker).

La revendication pour tout individu du droit à la création sociale et artistique équivaut à une recherche constante de

l'affranchissement du poids du quotidien subi. La culture s'inscrit dans la vie de chacun, par un investissement constant. Actuellement, la plupart des cultures différentes disparaissent, « remplacées » par le matraquage des médias ; elles deviennent de plus en plus quelque chose d'imposé.

Le T.L.P.-Déjazet (1) s'inscrit dans la recherche libertaire d'une vraie culture : programmation d'artistes ayant le talent de communiquer l'émotion ; il veut défendre la chanson : celle qui n'a pas pour but de vendre la forme au détriment du fond. De plus, renouant avec la tradition du music-hall, il permettra aux spectateurs de découvrir des artistes mal connus ou inconnus, dans le cadre des premières parties (« américaines ») et des « levers de torchon » (« anglaises »).

En outre, des « Lundis du T.L.P. » sont prévus : passage d'un chanteur, d'un musicien ou d'un groupe le lundi soir, indépendamment de la programmation du mois et servant de « tremplin ».

Dès le premier spectacle, le ton est donné : soirée d'inauguration avec Léo Ferré.

L'équipe du T.L.P.

(1) T.L.P.-Déjazet, 41, boulevard du Temple, 75003 Paris (tél. : 48.87.97.34). Réservations : librairie du Monde libertaire.

Programmation

Léo Ferré, le 1^{er} février, à 20 h 30.

Louis Capart, Brenda Wootton et Gilbert Laffaille, le 2 février, à 20 h 30.

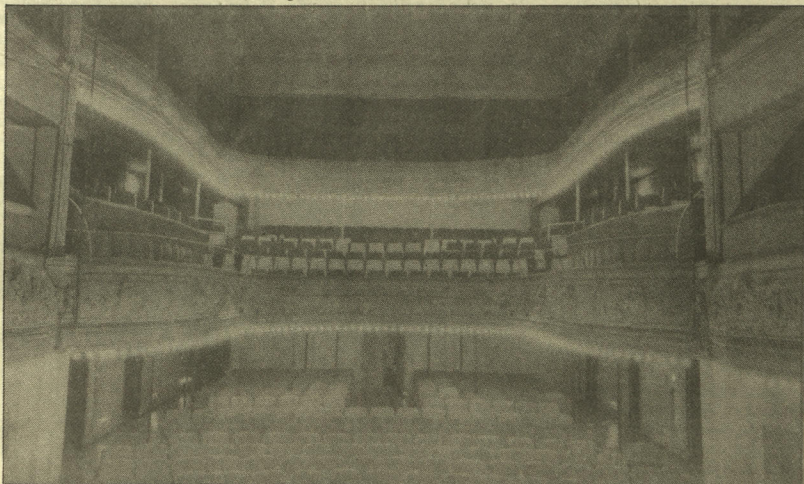
Font et Val, du 4 février au 2 mars.

Compagnie du Chalet, les mercredis et samedis de février.

Talila, au mois de mars. Théâtre de l'Agora, les mercredis de mars.

Paco Ibanez et le Cuartero Cedron, au mois d'avril.

Henri Tachan, au mois de mai.



« Sept cartouches »

de Gébé

NOUS sommes en 1989-1990, dans une société idyllique qui ne connaît pas la violence. Les armes, la police et la justice ont disparu comme mauvais souvenirs.

On ne paie rien, les voitures sont à tout le monde ; les citoyens participent à la gestion sociale par le moyen d'un réseau audio-visuel très ramifié.

Après la proclamation qui l'a fondée, la société du Lozange a décrété le « Ramassage ». Entendez le ramassage des armes de toute nature.

Le Lozange semble donc bien être le « meilleur des mondes » jusqu'au jour où l'inimaginable

se produit...

Ce roman policier plein de suspense et d'humour montre les structures d'une société fédérée où l'individu est « souverain ». Un livre où l'imaginaire rejoint la réalité... Une approche du fédéralisme dévoilant des horizons libertaires.

Gébé : rédacteur en chef et dessinateur. Il a écrit treize livres avec illustrations, dont le célèbre *L'An OI*, dont Jacques Doillon a tiré un film. *Sept cartouches* (1) est son premier roman.

PHILIPPE

(1) Gébé, « Sept cartouches », édition Hachette.

Copinage

Le 20^e Art présente
Jeudi 23 janvier, 20 h 30
Fabienne Elkoubi
et J.-P. Brétéché
Vendredi 24 janvier, 20 h 30
Fabienne Elkoubi
et Marcel Eglin
Samedi 25 janvier, 20 h 30
Sharon Evans et John Hulbert
Le 20^e Art
18, rue des Panoyaux
75020 Paris
Prix des places : 40 F
Tél. : 43.49.23.16
ou 48.05.56.95.

Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 23 janvier

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : Sonny Boy Williamson, harmoniste et chanteur.

« Enlivrez-vous » (15 h 30 à 17 h) : Tretiack-Antilogos pour son livre « S.O.S. élections », chez Lattès.

« Jazz en liberté » (22 h 30 à 2 h) : le groupe S.A.E.P. et le pianiste Hervé Selin.

Vendredi 24 janvier

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : infos et revue de presse...

« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : panorama des musiques asiatiques.

« Jouissances » (12 h à 14 h) : de l'arc au violon...

« Palais de police » (15 h 30 à 17 h) : les ordinaires du palais de police.

« Sens interdit » (17 h à 18 h) : les problèmes de coût en matière de santé.

« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : messianisme révolutionnaire et messianisme juif, avec la participation de spécialistes qui tenteront de montrer que les idées anarchistes se trouvaient en germe dans le Talmud...

Samedi 25 janvier

« Le Père Peinard » (11 h à 12 h) : le socialisme des intellectuels, avec Paul Chenard et Robert Guérin.

« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : bilan du forum sur les 35 heures organisé par l'U.R.P.-C.F.D.T. et actualité syndicale.

« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : avec Antoine Candelas et Brindille.

« Epsilonia » (17 h 30 à 19 h) : les super-héros, de Rocky à Margareth Thatcher, en passant par Zorro et les autres.

Dimanche 26 janvier

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : avec deux écrivains bretons, Jean Markale et Hervé Le Boterf, et un petit tour en Occitanie.

« Grand Angle » (16 h à 18 h) : Christian Gattoni de « Photomontage » et Ciro Bruni pour la Biennale internationale de la photo d'art et de recherche.

« Trisomie 21 » (20 h 30 à 22 h) : chronique fanzine...

Lundi 27 janvier

« La clef de 13 » (17 h à 18 h 30) : le Collectif de soutien aux mineurs britannique est invité.

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : les rhumatismes.

Mardi 28 janvier

« Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : la clinique des Bleuets et les nettoyeurs du métro.

Mercredi 29 janvier

« Géopolitique » (15 h 30 à 17 h) : énergie et matériaux, avec Robert et Jean-Marc.

« Allons z'enfants » (17 h à 18 h) : objecteurs insoumis, bilan et analyse de la lutte et de la répression.

« La guerre d'Espagne »

de Hugh Thomas

VOICI l'édition définitive de ce gros livre (1) qui, depuis près de vingt-cinq ans, est une des références historiques sur la révolution espagnole de 1936-1939. Bien qu'écrit par un démocrate libéral anglais, qui prétend à la neutralité de l'historien (2), on ne peut reprocher à l'auteur un parti-pris outrancier qui n'a pas épargné maints chroniqueurs et idéologues de cette période : fascistes, communistes, libéraux et y compris certains libertaires... chez qui on a pu lire également des édulcorations simplificatrices ou raisonnements à la dialectique tortueuse, visant à justifier l'injustifiable parfois.

Cet ouvrage imposant n'a rien négligé d'essentiel et constitue une mine de détails historiques et de citations bibliographiques, même si on ne partage pas toutes les vues de l'auteur. Il est d'une lecture abordable, et en plus d'un rapport qualité/prix/volume rare pour ce genre de sujet.

ALAIN CRAPAUD

(1) Hugh Thomas, « La guerre d'Espagne », édition Robert-Laffont, coll. Bouquins, 110 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) Contrairement à la biologie des scarabés, par exemple, l'histoire — science humaine — ne me semble pas plus neutre que l'économie et il est difficile de porter des jugements sur les faits humains sans s'impliquer soi-même.

Copinage encore

Yo Marchand, artiste peintre, exposera ses toiles du 6 au 26 février, à la galerie Michel-Broomead (46, rue de Seine, 75006 Paris).

Immigration : l'ignorance tue !

La presse titre, page après page, sur l'affaire Gregory : poids des mots creux, choc des photos niaises. Chaque mois draine son lot de meurtres racistes, il faut parcourir les entrefilets pour s'en apercevoir. L'information, ici comme souvent, est dissimulation. Début 1983, le secrétariat d'Etat chargé des immigrés élabore une brochure intitulée *Vivre ensemble : les immigrés parmi nous*. Elle n'a pas été distribuée ! Sur quels ordres ? Les mises au point chiffrées demeurent toujours inconnues du public, les mensonges et les ignorances continuent à tuer...

Des torrents d'erreurs

« Il y a six millions d'immigrés qui touchent des prestations », déclare Le Pen à « L'Heure de vérité » du 16 octobre. Mais comment peut-on compter six millions de prestataires étrangers alors que la population étrangère en France oscille entre 3 680 100 et 4 470 495 personnes. Le premier chiffre est celui du recensement de 1982, il est légèrement sous-évalué. Le second est celui du nombre de titres de séjour en cours de validité au 31 décembre 1983, comptabilisés par le ministère de l'Intérieur. Cette dernière donnée est sans doute légèrement surévaluée.

Quelle est l'origine des immigrés ? L'imagerie populaire le décrit débarquant d'Afrique du Nord. Elle se trompe ! En 1983, les principales communautés se répartissaient ainsi : 860 000 Portugais, 815 000 Algériens, 450 000 Italiens, 445 000 Marocains, 412 000 Espagnols. A l'heure actuelle, plus de 70% des étrangers vivant en France y résident depuis plus de dix ans. Un nombre considérable d'individus de nationalité française sont d'origine immigrée plus ou moins lointaine. C'est ainsi qu'aujourd'hui plus de onze millions de Français ont un arrière parent étranger et 2,2 millions de jeunes Français de moins de 25 ans ont au moins un de leurs parents étranger. Plus d'un individu sur cinq est en France d'origine étrangère, le pays

s'est bâti sur l'accueil constant de nouvelles populations.

Il est faux d'affirmer, comme le sous-entendait Jacques Chirac lors de son face-à-face télévisé avec Laurent Fabius, comme le signifie aussi de manière implicite *Police de Pialat*, que l'immigration est synonyme de délinquance. La Commission du bilan précisait par exemple qu'on trouve 7,4% d'étrangers parmi les condamnés aux assises (pour crimes), alors qu'ils représentent 8% de la population. La grande délinquance ne peut pas être attribuée à l'immigration. Une étude du C.N.R.S., citée par la brochure gouvernementale de 1983, a montré que les facteurs explicatifs de la délinquance sont l'âge et la situation sociale. La nationalité, en aucun cas, n'apparaît être un élément influent. S'il y a des difficultés dans certains quartiers populaires à forte concentration d'immigrés, il faut savoir que les jeunes Français vivant dans les mêmes conditions connaissent la même délinquance. Celle-ci n'est pas liée à la couleur de la peau mais aux situations sociales des individus.

L'immigration ? Une chance économique

« Deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop ! », proclament les imbéciles. Même si une des constantes de la démagogie est le « n'importe quoi », il faut conserver un minimum de rigueur économique. L'évolution du chômage est absolument indépendante de l'immigration. Depuis 1974 en France, le nombre d'immigrés s'est stabilisé, le nombre de chômeurs en revanche a été environ multiplié par cinq.

Le chômage a progressé de 30% en 1981 dans les pays de la Communauté économique européenne, alors que l'ensemble de ceux-ci observent une politique rigoureuse de fermeture des frontières. Par ailleurs, n'importe quel économiste en herbe a entendu parler de la rigidité du marché du travail : un emploi vacant ne signifie pas, pour une population donnée, un emploi à prendre (différences

de qualifications et éloignement géographique obligent). Si bien qu'aujourd'hui, lorsque que quatre immigrés quittent leur emploi, un seul est occupé et occupable par un Français. L'immigration n'est pas synonyme de chômage, elle contribue au contraire à la prospérité économique.

Aujourd'hui comme hier, dans certains secteurs-clefs, la présence d'étrangers est décisive. Une voiture sur quatre — le meilleur produit d'exportation française — et un kilomètre d'autoroute sur trois sont réalisés par des immigrés. Daniel Cardot, dans *Alternatives économiques* n°23, indique chiffres à l'appui que la valeur ajoutée créée par un travailleur étranger dans l'industrie atteint près du double de son coût salarial.

Considérons maintenant l'activité économique tous secteurs confondus. Le calcul montre qu'en 1982, 1 058 000 travailleurs étrangers salariés ont produit 154 milliards de francs de salaires, auxquels il convient d'ajouter 38 milliards de francs de cotisations sociales. Restent 61 milliards de francs de bénéfices, grâce aux immigrés. La somme a bien sûr été conservée par les entreprises pour payer impôts, frais financiers, accumulation du capital... et profits.

Autre cliché très largement diffusé : « Les immigrés abusent de nos prestations sociales ». Le Pen a encore une fois menti à « L'Heure de vérité », en affirmant que les immigrés perçoivent 108 milliards de francs de prestations sociales. Nous atteignons ici le comble du délire. Un mémoire réalisé par des élèves de l'E.N.A., en juillet 1984, dirigé par Christian Nguyen, et intitulé *Les immigrés et la protection sociale*, fournit des informations plus sérieuses. Il indique que les immigrés « rapportent » 40 milliards de francs au régime général de la Sécurité sociale et qu'ils lui « coûtent » 48 milliards. Bilan : un déficit de 8 milliards. Le Pen s'est tout juste contenté d'en rajouter cent.

Mais regardons les comptes en détail, en reprenant ceux que cite Géorgina Dufoix dans son intervention du 6 janvier 1985 à l'Assemblée nationale. Pour la branche maladie, les immigrés touchent moins de prestations que la population moyenne. Pour la branche vieillesse, étant une population plus jeune, ils ont longtemps contribué à son excédent. Si aujourd'hui ils n'y contribuent pas, c'est tout simplement que la branche vieillesse n'est plus en excédent ; tout en y contribuant plus que d'autres. Pour les prestations familiales, ils perçoivent plus, c'est vrai, que la moyenne des familles françaises dans la mesure où ils ont des familles plus nombreuses. Mais si, aujourd'hui, certains leur reproche ces enfants nombreux ; demain, les mêmes attendront peut-être d'eux qu'ils paient leurs retraites. Le bilan à court terme est donc fort loin d'être dramatique.

Détruire la peur !

Mais à quoi bon démontrer, dira-t-on ? A quoi bon démontrer rationnellement, chiffres économiques à l'appui, alors que sur ce problème les phantasmes l'emportent ?

Tout simplement parce que, aujourd'hui plus qu'hier, il faut détruire la peur, la vider des clichés absolument erronés dont elle se nourrit. C'est l'ignorance qui assassine. Ce n'est pas par hasard que Le Pen ment. Ce n'est pas non plus par incompetence. Les clubs de l'opposition fournissent au Front national nombre d'individus tout-à-fait aptes à dresser des estimations sensées. Le mensonge est, depuis Machiavel, un art politique. Et les vieilles recettes perdurent : dans les années 30 en Allemagne on désignait déjà des boucs émissaires à la

crise économique et au chômage. On connaît l'issue de l'aventure. Une population apeurée est une population fragilisée, apte à rechercher de l'ordre, ordre moral ou militaire, ordre nouveau des démagogues nationalistes.

La gauche ne fait rien pour vider l'abcès. Ses actes entretiennent toutes les confusions et organisent une exclusion systématique des immigrés : double peine (pénale et exclusion), ouverture des centres de rétention, quotas dans les H.L.M., expulsions massives, restrictions des regroupements familiaux... Il n'est qu'une seule solution : la résistance, intellectuelle et pratique, à des amalgames inacceptables et à des mesures aussi dangereuses qu'injustifiables.

WILLY PELLETIER



L'hypocrisie

C'EST quoi un commissariat ? C'est là où, quotidiennement, ceux qui espèrent survivre de petites magouilles à cause du chômage se prennent des baffes dans la gueule avant de plonger au trou.

C'est là où, après huit heures d'un boulot harassant et avilissant, celui qui a la peau basané et qui vient pour ses sempiternels « papiers » subit l'humour si fin et les humiliations des flics qui s'ennuient.

C'est là où, parfois, des suspects dépressifs se pendent aux barreaux bien qu'on leur ai auparavant confisqué lacets et ceinture.

C'est là où certains képis parlent de « mesrinsier » Roger Knobelspiess et quelques autres quand « Jean-Marie » sera au pouvoir.

C'est là d'où partent les cow-boys des patrouilles qui veillent

à notre sécurité même s'ils bavent de temps à autre et laissent un jeune Beur sur le pavé, la tête en sang.

C'est là où ceux qui n'ont pas couru assez vite à la fin d'une manifestation passent une nuit qu'ils n'oublieront pas, sous les caresses des matraques.

C'est là où le 12⁵ et la bière tiède transforment les représentants de l'« ordre » en hooligans bleu-marine, certains de leur impunité.

C'est là où M. Pierre Joxe, ministre socialiste de l'Intérieur, vient de faire placarder dans tous ces commissariats de France et de Navarre la vieille, très vieille, Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen... juste au-dessus des placards en fer où les têtes trop pleines continueront de se cogner, accidentellement.

GIL

